

Contrôle des armes et des moyens de contrainte dans les lieux de détention :

Guide pratique à l'attention des contrôleurs des conditions de détention



Omega Research Foundation



Remerciements

Ce travail a bénéficié de l'appui de l'Economic and Social Research Council [PI Abi Dymond, titulaire du prix Future Research Leader du CERS, numéro de bourse ES/N016564/1] et de l'Omega Research Foundation (dans le cadre d'un projet financé par la Commission européenne – Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme IEDDH) Il a été corédigé par le Dr. Abi Dymond, maître de conférences en criminologie à l'Université d'Exeter, et ses collègues de l'Omega Research Foundation. L'Omega Research Foundation est une organisation de recherche indépendante basée au Royaume-Uni. Elle se consacre à la diffusion de recherches rigoureuses, objectives et basée sur des données probantes à propos de la fabrication, du commerce et de l'utilisation des technologies militaires, de sécurité et de maintien de l'ordre.

Cette publication a été consolidée par les commentaires et suggestions des participants à une série d'événements, à l'occasion desquels des ébauches du guide ont été présentées, notamment : membres du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture à l'occasion de leur 32^e session ordinaire (juin 2017) ; participants à l'Université d'été de l'Association pour la prévention de la torture, du Centre de mise en application des droits humains de l'Université de Bristol et de Penal Reform International sur le thème « La surveillance de la détention : application des Règles Nelson Mandela de l'ONU (août 2017) ; et Stephanie Selg et Anita Danka du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE. Toutes erreurs et omissions sont la responsabilité des auteurs.

Remarques à propos de la traduction : pour faciliter la compréhension, les traductions en français et en espagnol incluent la traduction de citations de nombreuses sources, dont certaines étaient initialement disponibles en anglais uniquement.

Ce guide est conçu comme un document évolutif ; n'hésitez pas à envoyer vos commentaires et vos suggestions d'ajout à info@omegaresearchfoundation.org ou a.dymond@exeter.ac.uk



Financé en partie par l'Instrument européen
pour la démocratie et les droits
de l'homme IEDDH de l'Union européenne

Photo de couverture : une matraque à pointes, une poucette dentelée et une menotte de contention fixe, conçue pour être accrochée au sol ou au mur.

Copyright : Omega Research Foundation.

Table des matières

Avant-propos	4
Introduction.....	5
Section 1 : Interdictions absolues.....	7
Section 1.1 : Armes et moyens de contrainte dont l'usage est interdit dans les lieux de détention.....	7
<i>Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : documenter les interdiction</i>	8
Section 1.2 : Lieux de détention où il est interdit d'utiliser des armes	9
Prochaines étapes : Suivi de la Section 1.....	9
Section 2 : Équipements devant faire l'objet d'un suivi dans les lieux de détention	10
Section 2.1 : Considérations avant utilisation	11
Section 2.1.1 : Procédures de stockage, de distribution et de gestion des stocks	11
<i>Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : stockage et à la gestion des stocks d'armes à feu</i>	12
Section 2.1.2 : Situations dans lesquelles les armes peuvent être délivrées.....	12
<i>Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : le port d'armes.....</i>	13
Section 2.1.3 : Élaboration de politiques et procédures.....	13
<i>Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des centres de détention : Politiques et procédures relatives à l'usage de la force</i>	14
Section 2.1.4 : Établissement du programme de formation	14
<i>Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : formation.....</i>	15
Section 2.2 : Politiques, procédures et seuils d'utilisation	15
Section 2.2.1 : Armes à feu.....	15
<i>Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : l'usage d'armes à feu</i>	16
Section 2.2.2 : Armes sublétales : dispositions générales	16
Section 2.2.3 : Substances chimiques irritantes.....	17
Section 2.2.4 : Armes à impulsion électriques.....	17
<i>Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : l'usage d'armes sublétales</i>	17
Section 2.2.5 : Armes à impact cinétique	18
Section 2.2.6 : Contention chimique.....	18
<i>Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : le recours à la contention chimique.....</i>	18
Section 2.2.7 : Moyens de contrainte	18
<i>Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : l'usage de moyens de contrainte</i>	19
Section 2.3 : Procédures après incident et mécanismes de responsabilité.....	20
Section 2.3.1 : Examen et traitement médical.....	20
Section 2.3.2 : Rapports et responsabilités	20
<i>Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : Procédures après un incident et responsabilités</i>	21
Suivi de la Section 2.....	21
Section 3 : Ressource de poche	22
Section 4 : Ressources complémentaires	25
Références	26

Avant-propos

Bien qu'il soit possible d'utiliser tout ou presque comme instrument de torture ou de mauvais traitements, les données disponibles suggèrent qu'une telle brutalité est souvent infligée à l'aide d'armes et d'instruments de contrainte produits en masse, telles que les armes à feu, les armes sublétales et les menottes. Tandis que certains de ces types d'équipements pourraient jouer un rôle légitime dans les lieux de détention dans des conditions strictement contrôlées, d'autres (à l'instar de la matraque à pointes illustrée en couverture) n'y ont aucune place, dans la mesure où ils sont intrinsèquement cruels, inhumains et dégradants. Et pourtant, ces équipements continuent d'être promus, commercialisés, achetés et vendus.

Les organes de contrôle sont de plus en plus nombreux à reconnaître l'importance de documenter précisément les armes et les moyens de contrainte dans les lieux de détention et de s'intéresser de près aux instruments utilisés pour infliger des mauvais traitements. Une meilleure connaissance des armes et des moyens de contrainte peut en effet aider les organes de prévention de la torture à reconnaître les situations dans lesquelles des équipements inappropriés sont utilisés ou leur utilisation est envisagée ; de mener une enquête sur l'utilisation d'armes et de moyens de contrainte lorsque les préoccupations sont justifiées ; et d'apporter des preuves supplémentaires pour étayer les accusations de torture et de mauvais traitements formulées par des détenus. En particulier, il est important que les contrôleurs des conditions de détention soient en mesure de reconnaître les armes et les moyens de contrainte intrinsèquement excessifs qui n'ont aucune place dans les contextes de détention, et de les différencier de ceux dont l'usage pourrait être légitime dans certaines circonstances mais qui peuvent facilement faire l'objet d'un usage abusif. Les contrôleurs doivent également disposer des connaissances et des compétences nécessaires pour documenter indépendamment les armes et les moyens de contrainte et prendre les mesures de suivi et les recommandations adaptées, le cas échéant.

Il peut s'agir d'un domaine de connaissance technique, si bien que plusieurs organes de prévention de la torture, dont le Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture, ont demandé des informations supplémentaires en vue de les appuyer dans leur travail. Cette ressource spécialisée ambitionne de répondre à cet appel. Elle comprend un guide pratique, une ressource détaillée qui recueille les normes d'utilisation des armes à feu, des armes sublétales et des moyens de contrainte dans les lieux de détention, et qui fournit une liste de contrôle sous forme de questions à poser et d'aspects essentiels que les contrôleurs doivent observer. Elle comprend également un livret de poche pliable d'une page, qui résume certains points essentiels, conçu pour que les contrôleurs puissent l'imprimer et l'utiliser facilement dans les lieux de détention.

Ce guide pratique et ce livre de poche ont été élaborés en collaboration étroite avec le Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture et d'autres organes de contrôle des conditions de détention. Ayant moi-même participé étroitement à l'élaboration de cette ressource, je suis confiant qu'elle prouvera sa valeur non seulement pour le Sous-Comité mais aussi pour un grand éventail de contrôleurs des conditions de détention et d'organes de prévention de la torture plus généralement, et qu'elle se révélera être une précieuse ressource pour lutter contre la torture.



Sir Malcolm Evans, KCMG OBE
Président, Sous-Comité de l'ONU pour la prévention de la torture
Professeur de droit public international, Université de Bristol

Introduction

Les rapports publiés par un large éventail d'observateurs internationaux, régionaux et nationaux ont soulevé des préoccupations quant à l'usage abusif d'armes à feu, d'armes sublétales et de moyens de contrainte, y compris aux fins de torture et d'autres formes de mauvais traitements, dans divers pays du monde. Nombreux sont les organes qui ont documenté ce type de préoccupations, à l'instar du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture, ou SPT (2016), du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (ci-après le « Rapporteur spécial sur la torture ») (2017), du Comité des Nations Unies contre la torture (2008), du Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe, ou CTP (2010), de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (2013) et de l'Inspection générale sud-africaine des services judiciaires d'Afrique du Sud (2010). Le présent guide est conçu pour aider les contrôleurs des conditions de détention à documenter ce sujet important :

- En compilant un ensemble de normes relatives à l'utilisation d'armes à feu, d'armes sublétales et de moyens de contrainte dans les lieux de détention. On s'attachera ici aux armes et aux moyens de contrainte de fabrication industrielle, par opposition aux dispositifs improvisés et plus rudimentaires pouvant également être utilisés à des fins de torture et de mauvais traitements.
- En fournissant un guide pratique et utile expliquant comment documenter ces armes dans les lieux de détention, quelles questions poser et les observations essentielles à réaliser, qui puisse être appliqué dans un large éventail de situations de détention, y compris les prisons, les établissements de santé et les autres lieux de détention.
- En compilant d'autres ressources utiles pour les contrôleurs des conditions de détention.

Pourquoi documenter les armes à feu, les armes sublétales et les moyens de contrainte dans les lieux de détention ?

Bien que presque tout instrument puisse être utilisé à des fins de torture et de mauvais traitements, le contrôle et la documentation des armes à feu, des armes sublétales et des moyens de contrainte pouvant être employés à de telles fins peut aider les contrôleurs des conditions de détention à apporter divers types de protection aux personnes privées de leur liberté. Premièrement, certains équipements ont été identifiés comme n'ayant aucun autre objet que la torture et les mauvais traitements, si bien qu'il n'ont aucune place dans les lieux de détention. Ici, les contrôleurs peuvent remplir un rôle particulier en identifiant ces équipements et en documentant leur présence. Cela est d'autant plus vital que la présence de ces équipements (décrits à la Section 1) implique un risque plus élevé pour les détenus de l'établissement concerné d'être soumis à des tortures et d'autres mauvais traitements. De surcroît, leur présence paraît incompatible avec l'article 2.1 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui prévoit que « [t]out

État partie prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction » et avec la Règle 47 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) qui interdisent « [l']usage de chaînes, fers et autres instruments intrinsèquement dégradants ou douloureux ».

L'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a par ailleurs souligné l'importance de cette question en appelant l'ensemble des États à « prendre les mesures législatives, administratives, judiciaires et autres nécessaires pour empêcher et interdire la production, le commerce, l'exportation, l'importation et l'utilisation d'équipements n'ayant aucune autre utilisation pratique que celle d'infliger la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » (Assemblée générale des Nations Unies, 2011, ci-après désignée comme la « Résolution sur la torture de l'AGNU »). Les contrôleurs des conditions de détention peuvent donc contribuer à l'application de cette résolution en documentant les cas d'utilisation de ces équipements (ou leur simple présence) dans les lieux de détention et en recommandant leur interdiction, conformément aux normes et règles internationales. De surcroît, dans les situations où ces équipements ont été importés dans le pays en question, documenter leur présence (et, comme nous le verrons aux Sections 1 et 2, tout marquage sur ces équipements) peut également contribuer à l'objectif de la résolution de l'AGNU visant à interdire leur commerce international.

Deuxièmement, alors que certains équipements ne sont destinés à aucun autre usage que la torture ou les mauvais traitements, d'autres (par exemple les menottes et les matraques) peuvent remplir un rôle légitime dans les lieux de détention, mais également être facilement utilisés pour infliger la torture et d'autres peines et traitements inhumains et dégradants. Comme l'a observé le Professeur Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture (2017: point 52), « [l]es armes qui pourraient ne pas être intrinsèquement cruelles, inhumaines ou dégradantes peuvent néanmoins présenter de grands risques d'être utilisées d'une manière contraire à l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et dans ce cas, une attention particulière doit être accordée à l'obligation de précaution ». Un ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture (2005) avait également observé que « la plupart des cas » observés par son bureau impliquaient « des instruments légitimes dans certaines circonstances [...] utilisés de façon abusive pour infliger des tortures », en ajoutant que « l'obligation de prévenir la torture énoncée dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants suppose nécessairement l'adoption de mesures visant à mettre fin au commerce d'instruments qui peuvent facilement être utilisés pour infliger des tortures et des mauvais traitements ». Il avait également observé que les contrôleurs chargés de la prévention de la torture peuvent jouer un rôle en examinant « la situation du commerce des instruments utilisés aux fins de torture dans le cadre de [leurs] missions dans les pays et envoyer aux gouvernements des communications sur les allégations de commerce de techniques, dans les domaines de la sécurité et du maintien de l'ordre, qui sont facilement utilisées pour torturer » (Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la

torture, 2005a). Au niveau régional, l'article 14 des Lignes directrices de Robben Island pour la prohibition et la prévention de la torture en Afrique (ci-après, les « Lignes directrices de Robben Island ») note que « [I]es États devraient interdire et prévenir l'usage, la fabrication et le commerce d'appareils ou substances destinés à la pratique de la torture ou à infliger des mauvais traitements *ainsi que l'usage abusif de tout autre appareil ou substance à cette fin* » (italique ajouté).

Identifier le recours abusif à des techniques légitimes d'application de la loi à des fins de torture ou de mauvais traitement, notamment à l'aide des méthodologies et des listes de contrôle définies dans le présent guide, pourrait apporter de nombreux avantages, y compris la capacité de pouvoir reconnaître si :

- Les équipements sont distribués et portés de manière adaptée uniquement dans les circonstances adéquates. Cette mesure peut contribuer à minimiser leur utilisation inadaptée et, en cas de telle utilisation, à déterminer plus facilement les responsabilités ; elle peut également favoriser l'établissement d'un environnement plus positif et de meilleures relations entre les détenus et le personnel.
- Les armes et les moyens de contrainte sont stockés et verrouillés de manière efficace et sûre, mais aussi afin de minimiser les risques pour les officiers les détenus, et en conformité avec les normes internationales. Par exemple, il est important de vérifier l'existence de procédures en ce qui concerne l'élimination des munitions périmées dans la mesure où de nombreuses armes, y compris les balles en caoutchouc et les substances chimiques irritantes, ont une date d'expiration après laquelle elles peuvent présenter un risque plus élevé de dommages corporels ou, au contraire, perdre de leur efficacité.
- Les caractéristiques mêmes de l'arme à feu, de l'arme sublétales ou du moyen de contrainte sont préoccupantes, si bien que le déploiement du dispositif concerné peut s'avérer plus problématique, renforcer le risque de dommages corporels et/ou avoir des implications en ce qui concerne la proportionnalité et la nécessité de son utilisation. Par exemple, la quantité de substances chimiques actives irritantes contenues dans un pulvérisateur peut varier fortement, certaines formules disponibles sur le marché étant beaucoup plus puissantes que d'autres, si bien que les détenus pourraient être exposés à un composé chimique plus irritant que nécessaire. Des études ont également démontré que certains solvants ou facteurs utilisés dans les pulvérisateurs sont des produits toxiques, soupçonnés d'être des carcinogènes, qui peuvent provoquer l'érosion cornéenne et d'autres effets secondaires (Holopainen et al 2003, Rappert 2003). Ces facteurs peuvent contribuer à éclairer les débats sur le caractère approprié des politiques et des pratiques actuelles, mais aussi à évaluer les implications médicales ou encore identifier des options moins nocives à disposition des lieux de détention.

Ainsi, la possibilité de pouvoir documenter et rechercher indépendamment la présence et l'utilisation d'armes à feu, d'armes sublétales et de moyens de contrainte dans les lieux de détention, de même que le caractère approprié des équipements identifiés, peut contribuer à consolider davantage l'indépendance des contrôleurs, qui ne dépendent

pas uniquement des informations fournies par les autorités pour mener leur enquête. Cette approche peut également aider les contrôleurs à corroborer les accusations de torture et de mauvais traitements faites par les détenus dans les cas où, par exemple, un équipement particulier qui aurait joué un rôle dans un incident est ensuite retrouvé dans l'établissement concerné et que les contrôleurs peuvent constater que les caractéristiques de l'arme ou du moyen de contrainte en question correspondent à celles décrites par le détenu. La documentation de ces armes, y compris à l'aide des outils et des listes de contrôle fournis ici, ne constitue donc pas seulement un moyen de contrôler l'application de la Convention contre la torture et des Règles Nelson Mandela (y compris la condition de la Règle 36 selon laquelle « [l']ordre et la discipline doivent être maintenus sans apporter plus de restrictions qu'il n'est nécessaire ») mais, d'un point de vue pratique, donne aux contrôleurs un moyen relativement facile et rapide de mettre à profit le temps qu'ils passent dans les lieux de détention et de tirer le plus grand parti des observations qu'ils y font.

Structure du Guide

Le présent document peut être lu dans son intégralité mais aussi par section si les contrôleurs souhaitent s'attacher à un domaine de préoccupation particulier dans un lieu de détention particulier. Il est probable que certaines sections de ce document soient plus pertinentes pour certains lieux de détention que pour d'autres (par exemple, dans certains établissements, les contrôleurs des conditions de détention pourront souhaiter contrôler le stockage des armes à feu et l'accès à celles-ci, alors que cet aspect ne pourrait poser aucun problème dans d'autres établissements), si bien que ce guide a été conçu de manière à permettre aux contrôleurs de consulter facilement les sections qui les intéressent et de se reporter à des ressources supplémentaires qui approfondissent certains thèmes abordés.

La Section 1 porte sur les interdictions absolues telles que définies par les normes, les règles et les déclarations internationales des organes de contrôle régionaux et internationaux, à savoir : i) les armes à feu, les armes sublétales et les moyens de contrainte dont l'usage est considéré comme inapproprié dans les lieux de détention et ii) les lieux de détention où il est interdit d'utiliser des armes. La Section 2 porte sur les armes à feu, les armes sublétales et les moyens de contrainte qui peuvent avoir leur place dans les lieux de détention mais dont l'usage peut également être détourné à des fins de torture et de mauvais traitements. Elle s'attache ensuite aux aspects suivants :

- **Questions précédant l'utilisation.** Que disent les normes et les règles internationales quant à la manière dont différentes armes doivent être stockées et conservées ? Quand doivent-elles être distribuées et portées ? À quoi les contrôleurs doivent-ils s'attacher lorsqu'ils examinent un arsenal et qu'ils documentent les armes et les munitions stockées à cet endroit et ailleurs dans l'établissement ? Quand faut-il établir des réglementations pour différents types d'armes ? Quelle formation faut-il dispenser quant à leur utilisation ?
- **Normes et seuils d'utilisation.** Que nous disent les normes, les règles et les déclarations internationales des organes de contrôle des centres de détention en ce qui concerne l'usage plus ou moins approprié de différents types d'équipement,

selon quelles circonstances et dans quelles limites ?

- *Questions après incident ou après l'utilisation d'une arme* : Quelles mesures les agents doivent-ils prendre après l'utilisation d'une arme ? Que faut-il signaler, quand et comment ? Quels mécanismes d'établissement des responsabilités doivent être en place ?

Bon nombre de ces éléments concernent toutes les armes sans distinction mais lorsque ce n'est pas le cas, chacune de ces sections est sous-divisée par type d'arme.

Dans les Sections 1 et 2, une série d'encadrés énoncent des conseils pratiques et des suggestions pour contrôler et documenter ces questions et ces normes. Ces encadrés formulent des questions que les contrôleurs pourront éventuellement poser, des observations qu'ils souhaiteront éventuellement faire, des caractéristiques au sujet des armes utilisées qu'ils pourraient choisir de noter et des dossiers auxquels ils pourraient souhaiter accéder pour approfondir l'un des points soulevés dans le texte. L'intention ici, c'est que les contrôleurs puissent rapidement identifier comment assurer le suivi d'une question préoccupante en trouvant la section correspondante dans le présent document (mais ils peuvent aussi le lire dans son intégralité, s'ils le souhaitent).

La Section 3 s'appuie sur ces fondements en fournissant un autre outil pratique pour aider les contrôleurs travaillant dans ce domaine. Plus spécifiquement, il fournit un guide de poche détachable ou aide-mémoire, qu'il est possible d'emmener avec soi dans les lieux de détention, contenant les observations essentielles et les questions utiles qui pourront être posées à différents moments dans le centre de détention (par exemple, dans l'arsenal, pendant la visite générale de la prison, pendant les conversations avec les détenus et le personnel). Ce guide de poche vise à relayer, dans un format convivial, certaines des questions et des observations énumérées dans les Sections 1 et 2. Cependant, comme sa taille est limitée, il n'est pas possible d'y inclure la liste complète des questions et des observations détaillées ici, si bien que, dans l'idéal, il doit être consulté en conjonction avec le reste du présent document. Enfin, le présent document se conclut par une liste de ressources utiles donnée à la Section 4.

Section 1 : Interdictions absolues

Section 1.1 : Armes et moyens de contrainte dont l'usage est interdit dans les lieux de détention

Moyens de contrainte :

La Règle 47 des règles Nelson Mandela interdit l'utilisation de « chaînes, fers et autres instruments intrinsèquement dégradants ou douloureux ». Bien qu'il n'existe aucune définition approuvée des chaînes, fers et moyens de contrainte « intrinsèquement dégradants ou douloureux » auxquels les règles Nelson Mandela font référence, on peut probablement avancer que les éléments suivants en font partie :

- *Moyens de contrainte lestés*. L'ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture (2006) a observé, lors d'une mission en Chine, que la pratique d'appliquer « des entraves aux jambes pesant environ 3 kg, 24 heures par jour et dans toutes les circonstances » était inhumaine et dégradante.

Le Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (*Resource Book on the Use of Force and Firearms in Law Enforcement*, 2017, ci-après le « Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH ») observe également que « les moyens de contrainte lestés devraient faire l'objet d'une interdiction absolue ».

- *Moyens de contrainte dotés d'une barre fixe rigide entre les menottes*. Par exemple, les entraves pour les jambes « composées d'une barre de fer fixée à des entraves qui maintiennent les jambes du prisonnier séparées en permanence au niveau de la barre » ont été décrites comme « intrinsèquement inhumaines et dégradantes » par l'ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture (2003, paragraphe 9).
- *Les moyens de contrainte dotés de menottes non ajustables* (c'est-à-dire que la taille de la menotte est fixe). Par exemple, l'ONUDC et le HCDH (2017) proposent que « les moyens de contrainte non ajustables, tels que les menottes fixes, fassent l'objet d'une interdiction absolue ».
- *Poucettes, menottes pour les doigts, vis de pouces et vis de doigts*. Le Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture (2017, point 51) cite les poucettes, les menottes pour doigts et les vis de doigts comme des exemples d'« armes intrinsèquement cruelles, inhumaines ou dégradantes ». Le Règlement 1236/2005 du Conseil de l'Union européenne dans sa version modifiée (ci-après, le « Règlement de l'UE contre la torture ») est une réglementation du commerce régional visant à interdire l'importation et l'exportation d'équipements « qui n'ont aucune autre utilisation pratique que celle d'infliger la peine capitale, la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Elle classe ce type de moyens de contrainte dans cette catégorie.
- *Moyens de contrainte fixes*, c'est-à-dire les menottes « conçues pour être attachées au mur, au sol ou au plafond ». Le Règlement de l'UE contre la torture a statué que ces moyens de contrainte n'avaient « aucune autre utilisation pratique que celle d'infliger [...] la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Quant au Comité pour la prévention de la torture (CPT), il a observé que le fait de menotter des personnes détenues à des « objets fixes » constituait une question préoccupante de longue date et a exhorté les autorités à supprimer « les accessoires tels que les anneaux métalliques et les barres allant du sol au plafond, clairement destinés à cet usage » (CPT 2010 : 15 - 16).
- *Lits-cages et lits munis de filets*. L'Union européenne a statué que ces moyens de contrainte n'avaient « aucune autre utilisation pratique que celle d'infliger [...] la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » (Règlement de l'UE contre la torture) tandis que le CPT (2017: 3) a affirmé, dans la version révisée de ces Normes relatives aux moyens de contention dans les établissements psychiatriques pour adultes, qu'il « convient d'interdire l'utilisation de lits à filets (ou de lits-cages) en toutes circonstances ».

- *Chaises d'immobilisation, panneaux à chaînes et lits à chaînes* (chaises, panneaux et lits équipés de chaînes ou d'autres éléments visant à mobiliser une personne). Le Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture (2014) a observé que les chaises d'immobilisation étaient des équipements « intrinsèquement inhumains, dégradants ou douloureux » tandis que l'Union européenne a observé que le commerce des « chaises de contrainte et les panneaux et lits à chaînes » doit être interdit étant donné leur risque d'utilisation à des fins de torture ou de traitement inhumain, quoiqu'il existe une exception pour les « chaises, panneaux et lits équipés exclusivement de sangles ou de ceintures [...] étant donné que, dans certaines circonstances, leur utilisation peut être justifiée pendant de brèves périodes » (Règlement de l'UE contre la torture).

Armes :

- L'utilisation de *dispositifs corporels à impulsions électriques* (équipements télécommandés conçus pour être portés, souvent autour du bras, de la jambe ou de la taille, pouvant administrer des décharges électriques à distance) a été jugée inadaptée par un certain nombre d'organes, y compris le Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture, le Rapporteur spécial pour la prévention de la torture et le CPT (Comité pour la prévention de la torture 2000 ; Rapporteur spécial de l'ONU pour la prévention de la torture 2017 ; Conseil de l'Europe 2010).
- *Matraques et boucliers hérissés de pointes*. Le Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture (2017, point 51) cite les poucettes, les matraques et boucliers hérissés de pointes comme des exemples d'« armes intrinsèquement cruelles, inhumaines ou dégradantes ». L'Union européenne (Règlement de l'UE contre la torture) affirme que ces moyens de contrainte n'ont « aucune autre utilisation pratique que celle d'infliger [...] la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». On considère également que cette

catégorie englobe certains fouets, en particulier ceux qui sont dotés de plusieurs lanières ou longues et ceux qui sont équipés de « barbelures, de crochets, de pointes, de fil métallique ou d'objets similaires renforçant l'impact de la lanière ou de la longe ». (Comme le Règlement de l'UE est une réglementation de contrôle commercial, il n'interdit pas totalement le commerce des fouets ; mais elle n'implique pas pour autant que les fouets ont un rôle légitime dans les lieux de détention.)

- *Certains projectiles à impact cinétique* : Selon le Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH, « les armes propulsant plusieurs projectiles simultanément, ou qui ne peuvent pas cibler un individu particulier, ne devraient jamais être utilisées en raison du risque de blessures pour les personnes à proximité ».
- *Armes à feu automatiques* : Le Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH affirme qu'une « arme à feu continuera de faire feu tant que la gâchette est actionnée, jusqu'à ce que le chargeur soit vide... Les responsables de l'application de la loi ne devraient pas utiliser d'armes à feu en mode pleinement automatique... au vu du grand risque de blessures graves ou mortelles pour les personnes ne posant pas un danger mortel imminent... Équiper les officiers avec de telles armes est incompatible avec les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu » (ci après les « Principes de base »).

Il est à noter que cette liste n'est pas exhaustive. En effet, l'actuel Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture, le Professeur Nils Melzer (2017, point 51), a émis l'observation suivante : « une arme doit être considérée comme intrinsèquement cruelle, inhumaine ou dégradante si, de par sa conception ou sa nature particulière (tout en n'ayant aucune autre utilisation pratique), elle est destinée a) à un usage inutile, excessif ou autrement illégitime de la force à l'encontre de personnes; ou b) à infliger des douleurs et des souffrances à des personnes en état d'impuissance ».

Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : documenter les interdictions concernant le port d'armes dans les lieux de détention pour mineurs et certains types d'armes.

- 1) Des armes sont-elles portées ou utilisées, ou leur usage est-il autorisé dans des établissements de détention pour mineurs ?
- 2) Parmi les moyens de contrainte utilisés, ou dont l'usage est autorisé, certains sont-ils « intrinsèquement dégradants ou douloureux » ?
- 3) Les détenus sont-ils immobilisés à des objets fixes et/ou les réglementations autorisent-elles de telles pratiques ? Y a-t-il des installations fixes (par ex : anneaux en métal) qui pourraient être utilisés pour immobiliser les détenus ?
- 4) Ces moyens de contrainte sont-ils lestés et/ou sont-ils dotés d'une barre rigide entre les jambes ? Est-il possible d'ajuster la taille des menottes pour empêcher les blessures lorsque celles-ci sont trop petites ou serrées ?
- 5) L'utilisation de moyens de contrainte pouvant être appliqués aux pouces ou aux doigts est-elle autorisée, ou ces moyens sont-ils utilisés dans les lieux de détention ?
- 6) L'utilisation de lits-cages et lits munis de filets est-elle autorisée, ou ces moyens sont-ils utilisés dans les lieux de détention ?
- 7) L'utilisation de chaises d'immobilisation, panneaux à chaînes et lits à chaînes est-elle autorisée, ou ces moyens sont-ils utilisés dans les lieux de détention ?
- 8) L'utilisation de dispositifs corporels à impulsions électriques est-elle autorisée, ou ces moyens sont-ils utilisés dans les lieux de détention ?
- 9) L'utilisation de matraques et boucliers hérissés de pointes est-elle autorisée, ou ces moyens sont-ils utilisés dans les lieux de détention ?
- 10) L'utilisation de fouets, en particulier les fouets dotés de plusieurs lanières et/ou dotés d'objets visant à accentuer leur impact, est-elle autorisée ou ces moyens sont-ils utilisés dans les lieux de détention ?

Section 1.2 : Lieux de détention où il est interdit d'utiliser des armes

Les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (Règle 65) stipulent que « [l]e port et l'usage d'armes par le personnel doivent être interdits dans tout établissement accueillant des mineurs », sans pour autant définir le terme « arme » si bien qu'il est difficile de savoir précisément quel matériel est couvert par cette disposition. Les moyens de contrainte ne sont pas automatiquement interdits mais ils peuvent uniquement être utilisés « dans des cas exceptionnels » (Règle 64) abordés dans la Section 2.2.6 de ce document. De la même manière, les Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale (2015) interdisent « le port et l'utilisation d'armes par le personnel de tout établissement où des enfants sont détenus » (Stratégie type 39d) ainsi que « le recours à toute forme de violence ou de menace de recours à la violence contre les enfants par le personnel des lieux de détention afin de les forcer à agir contre leur gré » (Stratégie type 39f).

Prochaines étapes : Suivi de la Section 1 : Équipements interdits

Si vous avez trouvé des armes ou des moyens de contrainte interdits sur un lieu de détention, y compris des équipements interdits, vous pouvez envisager plusieurs mesures utiles, dont les suivantes :

- 1) Documenter précisément l'arme ou le moyen de contrainte en prenant note, en réalisant un croquis ou en prenant une photo des informations suivantes :
- La caractéristique de l'arme qui constitue une infraction aux normes internationales (par exemple, le nombre de pointes et leur emplacement dans le cas des matraques hérissées de pointes, la position et la longueur des barres rigides ou des éléments lestés sur les entraves pour mains et jambes).
 - Le marquage (texte et numéros) et/ou les logos sur l'arme (qui peuvent indiquer le pays d'origine, le fabricant, le numéro de série). Ces informations peuvent aider à identifier l'arme et les munitions ainsi que les entreprises qui les ont distribuées et/ou fabriquées.
 - Les dates, pouvant indiquer la date d'expiration de l'équipement ou sa date de fabrication (qui peut être utilisée pour déduire sa date d'expiration).
 - Les couleurs de l'arme ou de la munition, y compris la couleur de fond, ainsi que la couleur des bandes, des logos ou du texte pouvant figurer sur l'arme. Ces informations peuvent aider à identifier le contenu de l'arme mais aussi son fournisseur et son fabricant.
 - Une photo (ou un croquis) de l'arme ou de l'équipement dans son ensemble, qui documente sa forme générale, l'emplacement des principales caractéristiques (par exemple, le nombre de barillet, l'emplacement de la détente) et toute caractéristique inhabituelle ou distinctive (par exemple, s'il y a des marques ou des rainures sur l'arme ou les munitions).

- La taille de l'équipement. Si vous ne disposez pas de règle, vous pouvez indiquer la taille en la comparant à un objet courant (par exemple, un stylo ou une pièce).
- Documentez l'arme ou les munitions sous tous les angles, y compris depuis les côtés et depuis la base et le sommet de l'équipement, si vous êtes en mesure de le faire sans aucun risque.

Toutes ces informations peuvent contribuer à confirmer de manière plus sûre les informations suivantes :

- Si l'équipement a été fabriqué localement ou importé (et, si c'est le cas, d'où), ce qui constitue une question essentielle au regard de la Résolution sur la torture de l'AGNU et des Lignes directrices de Robben Island qui cherchent à interdire la production et le commerce des équipements de torture. Selon le type et le pays d'origine de l'équipement, son exportation peut également constituer une infraction aux réglementations relatives aux échanges commerciaux nationaux ou régionaux (par exemple, le Règlement de l'UE contre la torture).
 - Quelles entreprises ont fabriqué et/ou distribué l'équipement, et depuis quel pays. Ces informations sont utiles dans le cadre de la Résolution sur la torture de l'AGNU mais aussi pour documenter les équipements ayant été transférés en violation des mesures de contrôle du commerce national ou régional.
- 2) Enquêter au sujet des réglementations et des politiques relatives à sa distribution et son utilisation et mener une enquête pour savoir si, en pratique, l'équipement a véritablement été i) distribué et ii) utilisé par les agents concernés, en vérifiant également d'autres sources telles que les signalements de recours à la force et les dossiers de l'arsenal, s'ils sont disponibles.
 - 3) Soulever la question avec les autorités compétentes en attirant leur attention sur les textes et les déclarations correspondants des organes internationaux et régionaux (voir ci-dessus) en faveur d'une interdiction, et demander des informations sur les stocks d'équipements, notamment quand ils ont été commandés et reçus et qui les a fournis.

En plus du suivi direct avec les autorités pénitentiaires, ces informations peuvent également être utilisées :

- En approchant le pays d'origine (y compris les départements de contrôle des échanges commerciaux) et le fabricant directement.
- En lisant les documents concernés de passation de marchés, d'appels d'offres et d'octroi de contrats pour en savoir plus sur l'équipement utilisé, son fabricant et son fournisseur, le nombre d'unités commandées et les dates auxquelles elles ont été commandées et reçues.
- En vérifiant si les mesures de contrôle du commerce national ou régional du pays d'origine interdisent l'exportation de l'équipement ou exigent une licence.
- En utilisant les sources d'informations supplémentaires données dans la dernière section du présent guide pour faciliter les recherches sur des thèmes particuliers.

Étude de cas : ceintures à décharges électriques en Hongrie

La proposition d'introduire les ceintures à décharges électriques en Hongrie illustre comment ce processus peut fonctionner en pratique, mais aussi comment il peut contribuer à la prévention de la torture. En 2005, le CPT a été informé que des ceintures à décharges électriques allaient être introduites dans l'ensemble des prisons et des postes de police de Hongrie d'ici la fin de l'année. Il en a conclu que ces ceintures « représentaient un moyen potentiellement dangereux et inhumain de traiter les détenus » et a demandé à recevoir « des informations détaillées sur les projets des autorités hongroises en ce qui concerne [leur] introduction [...] et, en particulier, sur la formation dispensée au personnel, les circonstances concrètes dans lesquelles le recours à des équipements est envisagé et toute instruction ayant été publiée à cet égard » (CPT 2006).

Le CTP, Amnesty International et Omega (Amnesty International et Omega Research Foundation 2012) ont alors conduit des enquêtes, auxquelles le Bureau hongrois des licences commerciales a réagi en affirmant que « la direction du Service pénitentiaire hongrois [...] nous a informé que les ceintures à décharges électriques n'avaient jamais été utilisées » avant d'ajouter que ce service « examinait les

possibilités de destruction vérifiable des équipements en question.

Le projet d'introduire des ceintures à décharges électriques pouvait également avoir des implications en ce qui concerne les contrôles commerciaux puisque, selon le Règlement de l'UE contre la torture, ces ceintures sont classifiées comme des moyens de contrainte sans « aucune autre utilisation pratique » que la torture et les mauvais traitements, si bien il est interdit aux États membres de l'Union européenne de les importer et de les exporter. Cependant, les autorités hongroises avaient informé le CPT de l'introduction de ces ceintures avant l'entrée en vigueur de ce règlement en affirmant qu'« aucun de ces articles n'avait été importé... après l'entrée en vigueur » du règlement. Dans ce cas, l'attention portée aux armes et aux moyens de contrainte autorisés dans les lieux de détention a révélé le projet d'introduire un équipement n'ayant apparemment aucun autre objet que la torture et les mauvais traitements, et permis de prendre des mesures préventives avant que l'équipement en question ne soit utilisé. Les enquêtes ultérieures, y compris auprès des autorités pénitentiaires et des organes de contrôle du commerce, ont permis d'obtenir de nouvelles assurances que cet équipement n'avait jamais été utilisé et n'avait pas été importé en violation de la législation sur le contrôle des échanges commerciaux, et que des efforts étaient en cours pour les détruire.

Section 2 : Équipements devant faire l'objet d'un suivi dans les lieux de détention

Alors que certains équipements sont totalement interdits dans les lieux de détention, les armes à feu, les armes sublétales et les moyens de contrainte qui ne sont pas frappés d'interdiction peuvent néanmoins être utilisés de manière abusive à des fins de torture et de mauvais traitements (comme mentionné précédemment), et doivent donc faire l'objet d'un contrôle rigoureux. Alors que l'on retrouve souvent ces armes et ces moyens de contrainte dans les prisons et les postes de police, ils peuvent également être utilisés dans de nombreux autres contextes de détention, y compris les établissements de santé, les environnements de santé mentale et les unités psychiatriques.

Aux fins du présent guide, nous pouvons faire la distinction entre :

- Les armes à feu, communément définies comme « toute arme à canon portative qui propulse des plombs, une balle ou un projectile par l'action d'un explosif » (Protocole des Nations Unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munition, Article 3a). Les armes comprises dans cette catégorie incluent les armes automatiques et semi-automatiques, les fusils (souvent utilisés pour décharger simultanément plusieurs munitions de petite taille) et les armes de poing (par exemple, les pistolets). Alors que les armes à feu sont souvent considérées comme synonymes de force mortelle, il est à noter que leur utilisation n'entraîne pas toujours la mort

et qu'il a été observé, dans la pratique, que certaines armes soi-disant « sublétales » ou « à létalité réduite » pouvaient avoir des conséquences mortelles sous certaines circonstances.

- Les armes sublétales sont les armes conçues pour « maîtriser ou neutraliser » plutôt que pour provoquer « des préjudices graves ou la mort » (Bozeman et Winslow, 2005). Cette catégorie englobe un éventail d'armes, dont les suivantes :
 - Les armes à impulsions électriques, dont l'application implique l'usage d'électricité. Elles incluent les armes tirant des projectiles à impulsions électriques, qui délivrent un choc électrique potentiellement neutralisant au moyen d'un ensemble d'aiguillons et de câbles, et peuvent être utilisées à distance (telles que les armes de marque Taser). Elles peuvent également inclure les armes de défense à impulsions électriques et les matraques à impulsions électriques (parfois appelées « armes à impulsions électriques en contact direct ») qui produisent une décharge électrique lorsqu'elles sont appliquées directement sur une personne. Au contraire des armes tirant des projectiles à impulsions électriques, elles ne sont pas conçues pour neutraliser : leur effet réside plutôt dans la douleur infligée par le choc électrique.
 - Les armes et les munitions à impact cinétique (parfois appelées « balles en caoutchouc ») sont conçues de

manière à exercer un effet par la force de leur impact physique ; elles visent à entraîner un traumatisme contondant et la contrainte par la douleur en vue de neutraliser le sujet (Omega Research Foundation, non daté). Les armes à impact cinétique sont disponibles en un large éventail de calibres et de tailles, et peuvent tirer différents types de munitions, y compris des projectiles en plastique, en caoutchouc, en bois et en mousse. Certaines armes à feu peuvent également être transformées et adaptées à ces munitions. Les bâtons avec poignée (tonfas) tombent également dans cette catégorie puisqu'ils recourent à un impact cinétique.

- Les substances chimiques irritantes (également appelées « gaz lacrymogènes » ou « agents de lutte anti-émeute ») sont conçues pour dissuader ou neutraliser temporairement en produisant une irritation au niveau des yeux et des voies respiratoires supérieures, les effets étant censés disparaître dans un bref délai que la personne n'est plus exposée à ces substances. Plusieurs substances chimiques sont utilisées, les plus courantes étant le gaz CS, OC (spray au poivre) et PAVA. Elles peuvent être administrées de différentes manières, notamment par : des aérosols à main, des pulvérisateurs à dos, des grenades et des projectiles tirés par des lanceurs et des distributeurs à position fixe qui libèrent des substances irritantes dans une zone définie.
- Les instruments de contrainte, définis par l'APT et le PRI (2012) comme des dispositifs mécaniques externes conçus à restreindre les mouvements corporels d'une personne ou l'immobiliser, partiellement ou intégralement. Ils peuvent varier en fonction des parties du corps visées et du nombre de ces parties du corps, ils sont conçus pour contraindre, notamment par le matériau dans lequel ils sont fabriqués mais aussi d'autres caractéristiques structurelles.
- La contention chimique, définie par le CPT (2017: 2) comme l'« administration forcée de médicaments visant à contrôler le comportement d'un patient ».

Après avoir donné une brève présentation des différents types d'équipement, le présent document se penchera sur les questions que les contrôleurs pourraient envisager d'étudier :

- *Avant l'utilisation de ces armes et/ou moyens de contrainte.* Par exemple, comment les armes et les moyens de contrainte doivent-ils être stockés et conservés ? Quelles réglementations et formations doivent être mises en place ?
- *Normes et seuils d'utilisation.* Quelles dispositions faut-il intégrer aux politiques et procédures ? Quand peut-il s'avérer justifié d'utiliser différents types d'équipement, dans quelles circonstances et dans quelles limites ?
- *Après un incident :* Quelles mesures les agents doivent-ils prendre après l'utilisation d'une arme /ou d'un moyen de contrainte ? Que faut-il signaler, quand et comment ? Quels mécanismes d'établissement des responsabilités doivent être en place ?

Section 2.1 : Considérations avant utilisation.

Section 2.1.1 : Procédure de stockage, de distribution et de gestion des stocks

Armes à feu.

Le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (Section 2, para 17) impose à ses signataires de s'assurer que « tout organe autorisé à détenir des armes légères définissent des normes et procédures appropriées et détaillées de gestion et de sécurisation de leurs stocks ». Ces principes sont renforcés par les Principes de base, qui prévoient que les réglementations doivent « ([r]églementer le contrôle, l'entreposage et la délivrance d'armes à feu et prévoir notamment des procédures conformément auxquelles les responsables de l'application des lois doivent rendre compte de toutes les armes et munitions qui leur sont délivrées (para 11d) ».

Le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères des Nations Unies (2012, ci-après le « Mécanisme de coordination de l'ONU ») s'attache en particulier à la question du stockage des armes et recommande que la sécurité physique des armes soit garantie en utilisant un arsenal, une salle sécurisée ou une armoire de sécurité. Il recommande également de « réaliser régulièrement une évaluation des risques pour toutes les installations dans lesquelles des armes de petit calibre et des armes légères sont stockées », selon les besoins. Il souligne en outre, parmi d'autres questions, la nécessité de vérifier régulièrement les stocks d'armes à feu déposées dans les installations sécurisées et l'importance de signaler toutes les pertes et de mener une enquête indépendante à leur sujet. Il recommande également de vérifier chaque jour le nombre et le type d'armes (dans les endroits où un petit nombre d'armées sont conservées), de vérifier le numéro de série sur au moins 10 % des armes chaque semaine et de vérifier l'ensemble du stock tous les 6 mois mais aussi à chaque fois que la garde des clés est transférée de manière permanente à un nouveau gardien. Enfin, le Mécanisme de coordination de l'ONU souligne l'importance de la tenue efficace des registres, en précisant qu'il doit exister un registre documentant tous les retraits d'armes à feu et que seuls les agents autorisés doivent retirer les petites armes et les armes légères des zones de stockage.

Armes sublétales et moyens de contrainte.

Le Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH (2017: 100, italique ajouté) spécifie que « le contrôle, le stockage, l'enregistrement et la délivrance d'armes à feu et de munitions, *mais aussi de Tasers et de balles en caoutchouc et en plastique*, doivent être strictement régulés ». De ce fait, on peut considérer que les normes recommandées pour le stockage des armes à feu pourraient être appliquées avec utilité au stockage des armes sublétales et des moyens de contrainte de manière plus générale, par exemple veiller à ce que les équipements soient stockés de manière sécurisée, uniquement retirés par le personnel autorisé tel que documenté dans un registre ou encore que les agents sont responsables de l'équipement et des munitions qui leur sont délivrés.

Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : normes internationales relatives au stockage et à la gestion des stocks d'armes à feu.

- 1) Existe-t-il un espace sécurisé, même très petit, spécialement destiné au stockage des armes à feu ?
- 2) Existe-t-il une évaluation des risques à jour, qui a non seulement été produite mais également mise en œuvre ? Couvre-t-elle de manière satisfaisante les différents risques tels qu'identifiés par le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères des Nations Unies, y compris :
 - Toute menace physique que les armes posent à la population locale ;
 - La valeur financière de l'installation et de son contenu ;
 - Les risques actifs pour la sécurité des armes, et leur fréquence (par ex : perte, vol) ;
 - Les endommagements ou destructions dus au sabotage ou d'autres formes d'attaque ;
 - Les risques passifs et leur fréquence (par ex : catastrophe naturelle) ;
 - La susceptibilité du site à faire l'objet d'une attaque interne ou externe ;
 - Sa vulnérabilité à l'espionnage, le vol ou la perte ;
 - Sa vulnérabilité au sabotage ou à une attaque terroriste ?
- 3) Existe-t-il un registre destiné au retrait et retour des armes à feu, donnant les informations suivantes :
 - Nom et signature de la personne retirant les armes ;
 - Date et heure du retrait et du retour des armes ;
 - Marque, modèle et numéro de série des armes retirées et rendues ; et
 - À quelle fin l'arme a été retirée.
 - Le nombre de cartouches délivrées puis rendues avec l'arme ?
- 4) Les stocks d'armes à feu sont-ils régulièrement vérifiés, y compris à chaque fois que la garde des clés est transférée de manière permanente lorsqu'un nouveau gardien des clés prend ses fonctions ?
- 5) Les pertes ou les vols présumés d'armes à feu sont-ils immédiatement signalés ? Une enquête indépendante est-elle conduite et un rapport est-il compilé en indiquant les informations suivantes :
 - L'identité de l'arme, y compris sa marque, son modèle, son calibre, son numéro de série et son pays de fabrication ou son lieu d'importation le plus récent ;
 - La date, l'emplacement et le département impliqué ;
 - Un résumé des circonstances de la perte ;
 - Une explication de la perte (par ex : négligence, vol, etc.) ;
 - Les mesures disciplinaires et/ou judiciaires prises ;
 - Les recommandations émises pour empêcher que l'incident ne se reproduise.

De plus, les pratiques suivantes, même si elles ne font pas l'objet de normes internationales, peuvent être considérées comme des pratiques exemplaires et utiles en situation réelle :

- Les armes à feu (et/ou les lanceurs sublétaux) devraient être stockés séparément des munitions, en cas d'accès non autorisé à l'arsenal.
- Les armes à feu, les munitions d'entraînement et les munitions à létalité atténuée doivent être maintenues séparées et clairement identifiées, étant donné qu'il est possible de les confondre lors du chargement des cartouches.
- Dans le cas d'armes pouvant tirer différents types de munitions, ces dernières doivent être stockées séparément les unes des autres et clairement identifiées.
- Les munitions (munitions mortelles, balles en caoutchouc ou grenades de gaz lacrymogènes) doivent être contrôlées régulièrement pour s'assurer qu'elles n'ont pas atteint leur date d'expiration et permettre suffisamment de temps pour reconstituer les stocks avant qu'elles n'expirent, le cas échéant.
- Il faut également vérifier régulièrement que les armes fonctionnent

correctement et si elles sont toujours couvertes par la garantie du fabricant (le cas échéant) afin de réduire les risques liés à leur utilisation.

- Les contrôleurs pourront également noter si les munitions sont fabriquées par la même entreprise que l'arme correspondante, dans la mesure où certaines armes sublétales sont conçues pour être utilisées uniquement avec des munitions spéciales fournies par le fabricant. Cependant, il est possible que d'autres fournisseurs produisent des munitions différentes de celles que le fabricant recommande. Cette information doit être documentée car, comme l'a noté le College of Policing du Royaume-Uni (2017), « toute modification ou tout ajout à quelque partie du système peut avoir des implications sur sa nature sublétales ».

Section 2.1.2 : Situations dans lesquelles les armes peuvent être délivrées

Le port d'armes dans les lieux de détention ne doit pas être une mesure habituelle et doit donc rester un phénomène rare. Comme l'observent les Règles Nelson Mandela (Règle 82.3), « [s]auf circonstances spéciales, les membres du personnel pénitentiaire qui assurent un service les mettant en contact direct avec les détenus ne doivent

pas être armés ». Alors que cette mesure semble interdire le port systématique des armes à feu, il n'est pas clair si cette elle s'applique uniquement aux armes à feu ou si elle englobe également les armes sublétales. Quoiqu'il en soit, certains organes de contrôle privilégient une interprétation plus large. Par exemple, le CPT précise que « [d] e préférence, le personnel de surveillance ne devrait pas porter de matraques du tout. Si, néanmoins, cela est jugé indispensable, le CPT recommande que les matraques soient dissimulées à la vue » (CPT 1999). Les Règles pénitentiaires européennes (69.1 et 69.2) prévoient que « [s]auf urgence opérationnelle, le personnel pénitentiaire ne doit jamais porter d'armes létales dans le périmètre de la prison » et que « [l]e port visible d'autres armes, y compris des matraques, par des personnes en contact avec des détenus doit être interdit dans le périmètre de la prison sauf si celles-ci sont nécessaires pour la sécurité et la sûreté lors d'un incident particulier ».

De plus, comme indiqué à la Section 1, le port et l'utilisation d'armes est interdit dans les établissements où des mineurs sont détenus.

Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : le port d'armes

- Le port d'armes à feu par le personnel constitue-t-il une mesure habituelle ? Si oui, à quelle fréquence et dans quelles circonstances ?
- Le port d'armes sublétales par le personnel constitue-t-il une mesure habituelle ? Par exemple, les matraques, les substances chimiques irritantes (par ex : gaz poivré) ? Si oui, à quelle fréquence et dans quelles circonstances ?

Section 2.1.3 : Élaboration de politiques et procédures

Pour les normes internationales et les organismes internationaux, il était important de définir des réglementations relatives à l'usage de la force, y compris, mais sans s'y limiter, des armes à feu. Les Principes de base (Principe 11a) stipulent que les réglementations doivent préciser « les circonstances dans lesquelles les responsables de l'application des lois sont autorisés à porter des armes à feu et [...] les types d'armes à feu et de munitions autorisés ».

Il n'y a pas que les armes à feu pour lesquelles des réglementations spécifiques et détaillées sont nécessaires : comme l'avait déjà observé le SPT (2013), les autorités devraient « [é]tablir des règles claires sur l'utilisation des armes à l'intérieur des établissements de détention, pour s'assurer que cette utilisation soit strictement fondée sur les principes de proportionnalité et de nécessité ». De la même manière, les Règles pénitentiaires européennes (Règle 65) affirment que « [d]es procédures détaillées doivent régir le recours à la force et préciser notamment : les divers types de recours à la force envisageables ; les circonstances dans lesquelles chaque type de recours à la force est autorisé ; les membres du personnel habilités à appliquer tel ou tel type de recours à la force ; le niveau d'autorité requis pour décider d'un recours à la force ; les rapports à rédiger après chaque recours à la force ».

En outre, le besoin de directives claires quant au recours à la force et à la contention ne se limite pas aux prisons ; le CPT (2017:3) a en

effet souligné le besoin de directives précises dans d'autres lieux de détention, y compris les établissements psychiatriques. Par exemple, Il a noté que « [t]out établissement psychiatrique devrait avoir une politique générale bien pensée relative à la contention. [...] Cette politique devrait viser, dans la mesure du possible, à prévenir le recours aux moyens de contention et devrait indiquer clairement les moyens de contention pouvant être utilisés, les circonstances dans lesquelles ils peuvent être appliqués, les mesures pratiques de leur application, la surveillance requise et les mesures à prendre une fois que cesse la contention ». Dans la même optique, le Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH estime, plus généralement, que « la loi devrait fournir des directives claires sur les conditions et les circonstances dans lesquelles il est possible de recourir à la force contre des personnes privées de leur liberté ». C'est pourquoi ces dispositions, et le besoin de règles claires quant à l'utilisation de certaines armes, sont utiles non seulement dans les contextes carcéraux mais s'appliquent également à tout environnement de détention où des armes, ou tout autre type de force, sont susceptibles d'être utilisées.

Outre l'établissement de normes claires concernant le recours à la force, le Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH note également qu'« une bonne pratique consiste à préciser, dans les réglementations sur le recours à la force, les circonstances ou les cas dans lesquels le recours à la force n'est pas légal, et donc interdit. [...] Dans certains pays, [...] les politiques énumèrent explicitement les types de force auxquels la police n'a pas le droit de recourir, en donnant des exemples détaillés, par exemple l'interdiction de cogner la tête d'une personne contre un mur. En particulier, cette approche peut être une bonne pratique en tant qu'outil pour répondre aux schémas d'utilisation illégale, arbitraire ou excessive de la force par une agence d'application de la loi » et dans les environnements de détention plus généralement.

Les Principes de base (Principe 11c) n'interdisent pas l'usage d'armes et de munitions en soi mais stipulent toutefois que les réglementations devraient « interdire l'utilisation des armes à feu et des munitions qui provoquent des blessures inutiles ou présentent un risque injustifié ». Cependant, ils ne définissent pas les armes à feu et les munitions que cette disposition est censée couvrir ou si l'interprétation de celle-ci doit englober les armes sublétales, dont un grand nombre tirent également des munitions et peuvent provoquer « des blessures inutiles ou présentent un risque injustifié ». Quant à Amnesty International, sa lecture rapprochée des Principes de base (2015) soutient qu'un équipement légal et/ou sublégal doit être exclu s'il répond au moins à l'un des critères suivants :

- « jugé trop imprécis et entraînant un risque important de provoquer des blessures graves, y compris de blesser des personnes autres que celle visée (par exemple, les fusils tirant des plombs, certains projectiles à impact cinétique comme les balles de caoutchouc) ;
- causant des dommages disproportionnés par rapport à l'objectif (par exemple risquant fortement de provoquer la mort, même s'il est considéré comme un équipement à létalité réduite, comme les balles de métal enrobées de caoutchouc) ;

- permettant d'atteindre un objectif qui peut tout aussi bien l'être avec un dispositif moins dangereux (par exemple les poucettes par rapport aux menottes ordinaires, les matraques à pointes par rapport aux matraques ordinaires) ;
- extrêmement cruel (dispositifs à impulsions électriques dépourvus de point d'arrêt ou bien à utiliser comme arme de contact direct) ».

Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : élaboration de politiques et procédures relatives à l'usage de la force.

- 1) Existe-t-il des réglementations claires et détaillées concernant l'usage de la force, y compris des réglementations pour l'ensemble des armes (y compris les armes à feu les armes sublétales) dont l'usage est autorisé ?
- 2) Ces réglementations précisent-elles :
 - les différents types de force pouvant être utilisés ;
 - les circonstances dans lesquelles chaque type de force peut être utilisé ;
 - les membres du personnel ayant le droit de recourir à ces différents types de forces ;
 - le niveau d'autorité requis avant qu'il soit possible de recourir à la force ;
 - les rapports qu'il faut compléter après chaque recours à la force ?

Pour de plus amples informations sur le contenu des réglementations considéré comme adapté ou les circonstances appropriées dans lesquelles des différents types de forces peuvent être utilisés, reportez-vous à la section suivante.

- 3) Les réglementations interdisent-elles les armes à feu et les munitions entraînant des blessures inutiles ou des risques injustifiés ?
- 4) Ces réglementations veillent-elles à ce que seuls les équipements autorisés, qu'elles auront défini, puissent être utilisés dans les lieux de détention ? Cela permet de clarifier qu'il n'est pas admissible que le personnel utilise des équipements non autorisés ou non destinés à être utilisés sur des êtres humains. Cela permet également de clarifier que, si la population civile est autorisée dans certains pays à posséder certaines armes sublétales (par exemple, des armes à impulsions électriques) à des fins d'autodéfense, leur utilisation n'est pas appropriée dans les lieux de détention.
- 5) Les réglementations précisent-elles les circonstances ou les cas dans lesquels le recours à la force est interdit ?

Section 2.1.4 : Formation

Les normes internationales soulignent à quel point il est important de dispenser aux agents concernés une formation appropriée concernant l'usage des équipements auxquels ils pourraient avoir accès ou qu'ils risquent de devoir utiliser. Les Principes de base (Principe 19) indiquent que « [l]es pouvoirs publics et les autorités de police doivent s'assurer que tous les responsables de l'application des lois reçoivent une formation et sont soumis à des tests selon des normes d'aptitude appropriées sur l'emploi de la force. Les responsables de l'application des lois qui sont tenus de porter des armes à feu ne doivent être autorisés à en porter qu'après avoir été spécialement formés à leur utilisation. » De la même manière, les Règles Nelson Mandela stipulent que les agents doivent être formés à « l'usage de la force et de moyens de contrainte » (Règle 76.1c) mais aussi qu'en toutes circonstances, « aucune arme ne doit être confiée à un membre du personnel pénitentiaire qui n'a pas été entraîné à son maniement » (Règle 82.3). Il peut s'avérer utile d'appliquer ces principes non seulement aux agents pénitentiaires et aux responsables de l'application de la loi, mais aussi à tous les personnels recourant la force avec des détenus (y compris, par exemple, le personnel des environnements de santé mentale ou des centres de détention pour immigrés).

La question du contenu de la formation offerte au personnel des lieux de détention mérite également d'être étudiée. Il est important que la formation ne veuille pas *uniquement* à s'assurer que les agents utilisent correctement les armes, mais qu'elle couvre également un éventail plus large de questions relatives au recours à la force. Les Principes de base (Principe 20) recommandent que la formation accorde « une attention particulière aux questions d'éthique policière et de respect des droits de l'homme [...] et aux moyens d'éviter l'usage de la force ou des armes à feu, y compris le règlement pacifique des conflits, la connaissance du comportement des foules et les méthodes de persuasion, de négociation et de médiation, ainsi que les moyens techniques, en vue de limiter le recours à la force ou aux armes à feu » et que les autorités devraient « revoir leur programme de formation et leurs méthodes d'action en fonction d'incidents particuliers ». Les Règles Nelson Mandela affirme que la formation doit couvrir « [l]a sécurité et la sûreté, notamment la notion de sécurité dynamique, l'usage de la force et de moyens de contrainte, ainsi que la prise en charge des délinquants violents, en tenant dûment compte des techniques de prévention et de désamorçage telles que la négociation et la médiation » (Règle 76.1c). Le Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH observe également qu'entre autres éléments, la formation à l'usage de la force doit être « basée sur des scénarios, en insistant sur les situations que la nouvelle recrue rencontrera fort probablement en pratique » et qu'elle devrait couvrir « le cadre juridique et déontologique applicable... à l'usage de la force... et l'interdiction absolue de la torture et des traitements ou sanctions cruels, inhumains ou dégradants », « la sécurité personnelle et la gestion du stress », de même que la sensibilité culturelle et la sensibilité à la diversité, y compris au genre et aux questions propres aux enfants.

La formation ne devrait pas être considérée comme ponctuelle mais plutôt être « renforcée par des formations d'appoint régulières » (Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH 2017 : 79). Le Rapporteur spécial des Nations Unies (2017, point 66) a lui aussi

Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : formation à l'usage de la force.

- 1) Les armes à feu, armes létales et moyens de contrainte sont-ils délivrés uniquement aux membres du personnel ayant été formés à leur utilisation et ayant démontré le niveau de maîtrise requis ?
 - Des scénarios réalistes ?
 - Les moyens permettant d'éviter le recours à la force et aux armes à feu, par exemples les techniques préventives et d'apaisement pour aider à gérer les délinquants violents ?
- 2) La formation dispensée au personnel inclut-elle les éléments suivants :
 - Compétences techniques relatives à la technique d'utilisation de la force concernée ?
 - Le cadre juridique, déontologique et des droits humains, y compris l'interdiction absolue de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ?
 - La sécurité et la sûreté, y compris les concepts de sécurité dynamique, de sécurité personnelle et de gestion du stress ?
- 3) Le personnel suit-il régulièrement des formations d'appoint ?
- 4) Le contenu de la formation est-il révisé régulièrement, de même qu'à la lumière d'incidents particuliers ?

souligné la nécessité de « [c]ontrôler régulièrement l'efficacité de cette formation dans la prévention de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et d'autres violations des droits de l'homme ». Enfin, l'article 11 de la Convention contre la torture stipule que « [t]out État partie exerce une surveillance systématique sur les règles, instructions, méthodes et pratiques d'interrogatoire [...] en vue d'éviter tout cas de torture ».

Section 2.2 : Politiques, procédures et seuils d'utilisation

Section 2.2.1 : Armes à feu

Les Principes de base (Principes 9 à 11 et Principe 16) affirme que « [l]es responsables de l'application des lois ne doivent pas faire usage d'armes à feu contre des personnes, sauf en cas de légitime défense ou pour défendre des tiers contre une menace imminente de mort ou de blessure grave, ou pour prévenir une infraction particulièrement grave mettant sérieusement en danger des vies humaines, ou pour procéder à l'arrestation d'une personne présentant un tel risque et résistant à leur autorité, ou l'empêcher de s'échapper, et seulement lorsque des mesures moins extrêmes sont insuffisantes pour atteindre ces objectifs ». En outre, ils ajoutent qu'ils « ne recourront intentionnellement à l'usage meurtrier d'armes à feu que si cela est absolument inévitable pour protéger des vies humaines » et qu'en cas d'un tel recours, les armes soient utilisées « de manière à minimiser le risque de dommages inutiles », bien que les principes ne précisent pas qui est visé par ces dommages (ce qui a été généralement interprété comme les dommages visant des personnes tierces ; voir Amnesty International 2015). De plus, ils préconisent de donner un avertissement, suffisamment à l'avance pour que celui-ci puisse être observé, « à moins qu'une telle façon de procéder ne compromette indûment la sécurité des responsables de l'application des lois, qu'elle ne présente un danger de mort ou d'accident grave pour d'autres personnes ou qu'elle ne soit manifestement inappropriée ou inutile vu les circonstances de l'incident ». Toutefois, comme l'observe le Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH (2017: 98), la définition

donnée à un avertissement ne doit pas inclure les coups de semonce. À cet égard, il précise que « les coups de semonce doivent être évités dans la mesure où ils présentent un risque élevé de provoquer des dommages ou des blessures. En effet, l'interdiction totale des coups de semonce constitue une bonne pratique ».

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (2013) affirme quant à elle que « dans les cas de fuite ou d'évasion de personnes privées de leur liberté, l'État doit recourir à tous les moyens non mortels dont il dispose pour capturer les coupables et peut uniquement recourir à la force mortelle dans les situations de danger imminent, dans lesquelles les prisonniers tentant de s'échapper s'attaquent aux gardiens de prison ou à des tiers de manière violente au point de menacer leur vie. Par conséquent, il n'existe aucune justification éthique ou juridique pour une soi-disant "loi sur l'évasion" par laquelle il serait légitime ou même autorisé que les gardiens de prison tirent automatiquement sur les prisonniers essayant de s'échapper. » Semblablement, les Lignes directrices sur les conditions d'arrestation, de garde à vue et de détention provisoire en Afrique (Ligne directrice 25) limitent « le recours aux armes à feu aux cas de légitime défense pour soi ou pour autrui face à une menace de mort ou de blessure grave imminente ». Les Principes et bonnes pratiques de protection des personnes privées de liberté dans les Amériques (Principe 23) affirment quant à eux qu'il est « interdit au personnel d'utiliser des armes à feu ou tout autre type d'armes létales dans l'enceinte des lieux de privation de liberté, sauf lorsque leur utilisation est jugée absolument inévitable pour protéger la vie des personnes ». Ainsi, le Professeur Christof Heyns, ancien Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, a observé que « le principe directeur en ce qui concerne l'utilisation mortelle de la force ou d'armes à feu est la défense de sa propre vie et de celle des autres ». Il ajoute ensuite que « la force mortelle peut être utilisée de manière intentionnelle uniquement si l'objectif est de protéger la vie et que des mesures moins préjudiciables ne sont pas adaptées » (Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires 2010, Point 60).

Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : l'usage d'armes à feu.

- 1) Les politiques et procédures gouvernant l'usage des armes à feu décrivent-elles clairement les circonstances dans lesquelles le personnel a le droit de porter des armes à feu ?
- 2) Les politiques et procédures concernant l'usage des armes à feu dans les lieux de détention précisent-elles qu'elles doivent être uniquement utilisées dans les situations caractérisées par un danger imminent de décès ou de préjudices physiques graves (c'est-à-dire, afin de protéger la vie) et uniquement si les mesures moins préjudiciables sont inadaptées ? Précisent-elles que, lorsque leur seuil d'utilisation a été atteint, elles doivent être utilisées « de manière à minimiser le risque de dommages inutiles » ?
- 3) Les politiques et procédures stipulent-elles qu'un avertissement doit être donné, à moins que cela ne soit clairement inapproprié (au vu des circonstances particulières décrites ci-dessus) ?

Section 2.2.2 : Armes sublétales : dispositions générales

Les dispositions générales concernant l'usage de force sublétales, y compris les armes sublétales, stipulent que ces dernières ne peuvent être utilisées que dans un nombre limité de circonstances, par exemple à des fins de maintien de l'ordre et de la sécurité, pour empêcher une évasion ou dans les situations d'autodéfense et de défense d'autrui. Toutefois, afin d'être justifiable, la force utilisée dans de telles circonstances doit être exceptionnelle, strictement nécessaire, proportionnelle aux circonstances et constituer un dernier recours (elle doit également être légale, comme nous l'avons vu précédemment, et responsable, comme nous le verrons à la section suivante). Par exemple :

- Selon le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois (Article 3) « les responsables de l'application des lois peuvent recourir à la force seulement lorsque cela est strictement nécessaire et dans la mesure exigée par l'accomplissement de leurs fonctions »
- Les Principes de base (Principe 16) affirment que « [l]es responsables de l'application des lois ne doivent pas, dans leurs relations avec des prévenus ou condamnés incarcérés, avoir recours à la force sauf lorsque cela est indispensable au maintien de la sécurité et de l'ordre dans les établissements pénitentiaires, ou lorsque la sécurité des personnes est menacée ».
- Les Principes et bonnes pratiques de protection des personnes privées de liberté dans les Amériques (Principe 23) prévoient que le personnel « n'a recours ni à la force ni à d'autres moyens coercitifs, sauf exceptionnellement, de manière proportionnée, dans des cas graves, d'urgence et de force majeure, en tant que mesure de dernier recours après avoir épuisé les autres moyens disponibles, et pour la durée et dans la mesure indispensables pour garantir la sécurité, l'ordre interne, la protection des droits fondamentaux de la population privée de liberté, du personnel ou des visiteurs ».
- Les Règles pénitentiaires européennes (Règle 64) affirment que « [l]e personnel pénitentiaire ne doit pas utiliser la force contre les détenus, sauf en cas de légitime défense, de tentative d'évasion ou de résistance active ou passive à un ordre licite et toujours en dernier recours. La force utilisée doit correspondre au minimum nécessaire et être imposée pour une période aussi courte que possible ».

- Les Lignes directrices sur les conditions d'arrestation, de garde à vue et de détention provisoire en Afrique (Ligne directrice 25) ajoutent que les États doivent « [l]imiter le recours à la force à l'encontre des personnes placées en garde à vue ou en détention provisoire aux cas où la force est strictement nécessaire et proportionnée pour maintenir la sécurité et l'ordre au sein du centre de détention, ou en cas de menace à la sécurité personnelle ».
- Le Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH (2017: 79) précise que, « dans la mesure du possible, un avertissement doit être donné avant d'utiliser un instrument de force, le cas échéant, et il faut donner au sujet la possibilité d'obtempérer avant d'utiliser l'arme ».

Le recours à la force sur une personne soumise à des mesures de contention physique, menottée ou maîtrisée de toute autre manière que ce soit, est particulièrement préoccupant. Le Manuel de référence de l'ONUDC et du HCDH (2017: 17) affirme également que « les responsables de l'application de la loi ne devraient jamais [...] utiliser la force contre un contrevenant présumé qui se trouve déjà sous contrôle ou en détention policière, sauf en cas de légitime défense ou pour défendre un tiers contre une menace imminente. Lorsque la personne sur laquelle la force est utilisée a été contenue ou est incapable de résister, l'usage supplémentaire de la force serait inutile, et donc illégal. Un tel recours à la force pourrait s'apparenter à des coups et blessures, voire à des actes de torture ou de mauvais traitements ». De la même manière, comme l'a observé un ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture (2005b ; paragraphe 38 - 40) « le principe de la proportionnalité, selon lequel la force utilisée légitimement n'entre pas dans la catégorie des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ne s'applique qu'aux situations dans lesquelles l'intéressé est en mesure d'employer à son tour la force contre un agent des services de police ou un tiers. Dès que cette personne ne peut plus résister à l'utilisation de la force par la police... (par exemple hors de combat, incapable pour une autre raison de résister ou de s'échapper d'un lieu, arrêté et menotté, détenu dans un fourgon de police ou une cellule, etc.), le critère de la proportionnalité cesse d'être applicable et le recours à la coercition physique ou mentale n'est plus légitime. S'il en résulte une douleur ou une souffrance aiguë et si un but précis est recherché par ce moyen, on doit même considérer que la torture est constituée ».

En plus de ces dispositions générales, les organes de contrôle ont élaboré des directives plus détaillées pour certains types d'armes

sublétales, indiquant les circonstances dans lesquelles leur utilisation peut s'avérer adaptée ou inadaptée.

Section 2.2.3 : Substances chimiques irritantes

En ce qui concerne l'usage de substances chimiques irritantes, le SPT de l'ONU a exprimé « des réserves sérieuses en ce qui concerne l'utilisation de gaz irritants dans des espaces confinés, qui peut comporter des risques pour la santé et causer des souffrances inutiles ». (SPT 2012:128). Quant au CPT, il affirme que « les gaz lacrymogènes sont une substance potentiellement dangereuse et qu'il ne peut-être aucunement justifié de les utiliser contre un détenu dans un espace confiné tel qu'une cellule de prison... le personnel pénitentiaire devrait être en mesure de remplir ses fonctions de manière suffisamment efficace sans avoir recours à ce [...] moyen de coercition [...]. L'utilisation de gaz lacrymogènes dans un lieu de détention ne peut être justifiée que dans des circonstances exceptionnelles à des fins de contrôle, mais jamais dans un espace confiné tel qu'une cellule, et un tel usage exceptionnel doit être entouré de sauvegardes appropriées (CPT 2009:92). Le Professeur Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture, a observé que certains types de substances chimiques irritantes présentent « de grands risques d'être utilisées d'une manière contraire à l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». (2017:53). Quant au Manuel de référence de l'ONUUDC et du HCDH, il ajoute que les responsables de l'application de la loi « ne devraient jamais utiliser d'agent de lutte anti-émeute contre des personnes qui sont immobilisées ou confinées dans un lieu dénué d'issue de secours permettant d'échapper aux produits chimiques... et ne jamais utiliser d'agent de lutte anti-émeute dans des espaces confinés ou exposer les mêmes cibles à des agents de lutte anti-émeute plusieurs fois sur une courte période de temps ».

En plus de ces considérations importantes, les caractéristiques suivantes méritent également d'être étudiées : le type et la puissance de la substance chimique irritante (une information qui peut s'avérer pertinente pour vérifier le recours à la force minimale nécessaire ainsi que les effets sur le sujet), le solvant avec lequel elles sont mélangées

(une observation importante, dans la mesure où certains solvants sont toxiques et/ou sont suspectés d'être cancérogènes) et la manière dont elles sont administrées. Par exemple, d'importantes distinctions doivent être faites entre les substances chimiques irritantes pulvérisées par un aérosol à main, un pulvérisateur à dos ou un pulvérisateur à position fixe et celles qui peuvent être propulsées sous forme de cartouche ou de grenade par des lanceurs spéciaux. Chaque type de pulvérisateur de substance chimique irritante pose des risques différents sur le plan des droits humains (par exemple, lancer des grenades lacrymogènes peut présenter un risque de blessures à la tête en cas d'impact direct) en plus des risques posés par la substance elle-même, qu'il convient de gérer avec la plus grande précaution.

Section 2.2.4 : Armes à impulsion électriques

Le Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture (2013) recommande que « les armes à impulsion électrique ne soient utilisées que dans un nombre limité de situations extrêmes, dans lesquelles il y a un danger réel et immédiat de mort ou de blessure grave, à la place d'armes létales ». Par ailleurs, le CPT (2010) affirme que « l'utilisation d'AIE devrait se limiter aux situations où il existe un danger réel et immédiat pour la vie ou un risque évident de blessures graves. Le recours à de telles armes au seul but d'obtenir l'obéissance à une injonction est inadmissible. En outre, le recours à ces armes ne devrait être autorisé que lorsque d'autres méthodes moins coercitives (négociation et persuasion, techniques de contrôle manuel, etc.) ont échoué ou sont inopérantes, et lorsqu'il s'agit de la seule alternative possible à l'utilisation d'une méthode présentant un plus grand risque de blessures ou de décès ».

Une importante distinction doit également être opérée entre les armes tirant des projectiles à impulsions électriques, qui administrent un choc électrique à distance par le biais de projectiles (généralement, des aiguillons et des câbles), et les armes à impulsions électriques en contact direct, telles que les armes de défense, les matraques et les boucliers à impulsions électriques. Alors que les premières ont la capacité d'immobiliser, les dernières doivent être appliquées directement sur la personne et fonctionnent uniquement sur le mode

Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : l'usage d'armes sublétales.

- 1) Les réglementations prévoient-elles que la force ne soit utilisée que dans un nombre limité de circonstances et que son usage doit être exceptionnel, strictement nécessaire, proportionné aux circonstances données et constituer un dernier recours ? Existe-t-il des éléments indiquant que la force est utilisée conformément à ces normes ? (Pour de plus amples informations sur le signalement de l'usage de la force, reportez-vous à la section suivante.)
- 2) Des gaz irritants sont-ils disponibles dans les lieux de détention et, si oui, quels types ? Les réglementations permettent-elles l'usage de gaz irritants dans les espaces confinés tels que les cellules, et existe-t-il des éléments indiquant que cela s'est déjà produit ?
- 3) Le lieu de détention a-t-il installé des pulvérisateurs fixes de substances chimiques irritantes ? Si oui, dans quelles circonstances sont-ils autorisés et utilisés ?
- 4) L'utilisation d'armes à impulsions électriques est-elle autorisée dans les lieux de détention ? L'utilisation d'armes à impulsions électriques est-elle limitée aux situations où il existe un danger réel et immédiat pour la vie ou un risque évident de blessures graves.
- 5) L'utilisation d'armes à projectiles à impact cinétique est-elle autorisée dans les lieux de détention ? L'usage de ces armes est-il limité, en théorie et en pratique, aux situations « répondant aux critères de recours potentiel à la force létale, c'est-à-dire en cas de menace imminente posée à la vie ou l'intégrité corporelle d'une personne »
- 6) L'utilisation de matraques à impulsions électriques est-elle autorisée dans les lieux de détention ?
- 7) Quels types d'armes sont portés habituellement par le personnel, le cas échéant ?

de la contrainte par la douleur. En raison de ces caractéristiques, certains les considèrent comme plus faciles à utiliser de manière abusive et moins utiles que les armes tirant des projectiles à impulsions électriques – c'est pourquoi leur usage devrait être interdit dans les lieux de détention (ISS et Omega Research Foundation 2016). Le Professeur Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture (2017: point 54), a souligné les problématiques qui entourent l'usage de ces deux types d'armes à impulsion électrique, en particulier « le risque de peine ou de traitement cruel, inhumain ou dégradant que présente l'usage hors détention d'armes à décharge électrique qui produisent des chocs électriques à l'aide de projectiles (les pistolets de marque Taser, notamment), ou au contact physique direct ».

Section 2.2.5 : Armes à impact cinétique

Comme mentionné précédemment, le CPT (1999) précise à propos des matraques que « [d]e préférence, le personnel de surveillance ne devrait pas porter de matraques du tout. Si, néanmoins, cela est jugé indispensable, le CPT recommande que les matraques soient dissimulées à la vue ». Le Manuel de référence de l'ONUDDC et du HCDH (2017: 81) observe quant à lui que, « lorsque le responsable de l'application de la loi a frappé une personne (avec une matraque) à plusieurs reprises ou alors que celle-ci se trouvait au sol, cet acte pourrait s'apparenter à un usage excessif de la force et devrait faire l'objet d'une enquête en tant que tel ».

À propos des armes lançant des projectiles à impact cinétique, le Manuel de référence de l'ONUDDC et du HCD émet l'observation suivante : « bien que les projectiles puissent être utilisés dans l'objectif d'immobiliser une personne, ils devraient être uniquement utilisés dans les situations répondant aux critères de recours potentiel à la force létale, c'est-à-dire en cas de menace imminente posée à la vie ou l'intégrité corporelle d'une personne ». Enfin, le Professeur Nils Melzer, actuel Rapporteur spécial des Nations Unies pour la prévention de la torture, a observé que certains types de projectiles à impact cinétique présentent « de grands risques d'être utilisées d'une manière contraire à l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». (2017:53).

Section 2.2.6 : Contention chimique

Le CPT (2017:3) préconise que « lorsque des moyens de contention chimique sont utilisés, seuls des médicaments approuvés, correctement

évalués et à effet de courte durée devraient être utilisés. Les effets secondaires que ces médicaments pourraient avoir sur le patient concerné devraient constamment être gardés présents à l'esprit ». Les Principes des Nations Unies pour la protection des personnes atteintes de maladie mentale et pour l'amélioration des soins de santé mentale (1991) apportent des clarifications quant aux circonstances dans lesquelles le recours à la contention chimique peut être considéré :

- « Le traitement peut également être dispensé à un patient sans son consentement donné en connaissance de cause si un praticien de santé mentale qualifié, habilité par la loi, conclut que ce traitement est urgent et nécessaire pour prévenir un dommage immédiat ou imminent au patient ou à autrui. Ce traitement ne doit durer que le temps strictement nécessaire à cet effet » (Principe 11.8).
- « Tout patient a le droit d'être traité [...] selon le traitement le moins restrictif ou portant atteinte à l'intégrité du patient répondant à ses besoins de santé et à la nécessité d'assurer la sécurité physique d'autrui. » (Principe 9).
- Les médicaments « ne doivent jamais être dispensés à titre de châtiment ou pour la commodité d'autrui » (Principe 10).
- Les Principes ajoutent de surcroît que « [t]ous les médicaments doivent être prescrits par un praticien de santé mentale, légalement habilité, et inscrits au dossier du patient » (de plus amples informations sont données à la section 2.3).

Section 2.2.7 : Moyens de contrainte

Utilisation des moyens de contrainte :

Les Règles Nelson Mandela (Règle 47.2) stipulent que les moyens de contrainte peuvent uniquement être utilisés si la loi l'autorise et dans un ensemble restreint de circonstances, à savoir :

- Par mesure de précaution contre une évasion pendant un transfèrement, pourvu qu'ils soient enlevés dès que le détenu comparaît devant une autorité judiciaire ou administrative ;
- Sur ordre du directeur de la prison, si les autres moyens de maîtriser un détenu ont échoué, afin de l'empêcher de se blesser, de blesser autrui ou de causer des dégâts ; dans ce cas, le directeur doit immédiatement prévenir le médecin ou un autre professionnel de la santé ayant les qualifications requises et faire rapport à l'autorité administrative supérieure.
- L'utilisation de moyens de contrainte dans ces circonstances spécifiques et limitées n'est pas automatiquement justifiée et ne sera pas toujours appropriée. Au contraire, ils doivent uniquement être utilisés si « aucune autre forme de contrôle moins extrême ne permet de réduire les risques liés à la liberté de mouvement », c'est-à-dire quand il y a aucune autre solution efficace (Règles Nelson Mandela, Règle 48).
- Les Règles Nelson Mandela stipulent également qu'il ne faut pas utiliser plus de force de contrainte que nécessaire : « [l]a méthode de contrainte doit être la méthode la moins attentatoire qui est nécessaire et raisonnablement disponible pour contrôler les mouvements du détenu, compte tenu du niveau et de la nature des risques encourus » (Règle 48). Par exemple, il

Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : le recours à la contention chimique.

- 1) Existe-t-il des réglementations concernant le recours à la contention chimique ?
- 2) Stipulent-elles qu'un traitement peut être administré sans consentement uniquement s'il est « urgent et nécessaire pour prévenir un dommage immédiat ou imminent au patient ou à autrui » ?
- 3) Quels registres sont tenus en ce qui concerne le recours aux moyens de contention chimique ?

n'est pas nécessaire d'utiliser des menottes et des entraves aux jambes si les menottes suffisent à elles seules. Un autre aspect important ici est la méthode de contrainte, certaines techniques étant plus intrusives et douloureuses que d'autres. Par exemple, le Manuel de référence de l'ONU DC et du HCDH recommande que « le ligotage, c'est-à-dire attacher les jambes ensemble et les mains dans le dos, ne devrait pas être utilisé étant donné qu'il provoque un inconfort et une souffrance non justifiés et qu'il pose un risque d'asphyxie. Le ligotage représente une sanction ou un traitement cruel, inhumain et dégradant ». La question du serrage excessif des menottes a également été soulevée et classifiée comme utilisation abusive par le CPT (2008: paragraphe 10).

- Qui plus est, les moyens de contrainte devraient uniquement être appliqués pendant « le temps qui est nécessaire... et être retirés dès que possible une fois qu'il n'y a plus de risques liés à la liberté de mouvement » (Règles Nelson Mandela, Règle 48). Le CPT (1992:53) observe que, « dans les rares cas où il est nécessaire de faire usage d'instruments de contention physique, le prisonnier qui y est soumis devrait être placé sous surveillance constante et appropriée. En outre, les instruments de contention devraient être ôtés le plus tôt possible. Ils ne devraient jamais être utilisés, ou leur utilisation prolongée, à titre de sanction ». Cet aspect est repris et renforcé par les Règles Nelson Mandela, qui affirment que « [l]es moyens de contrainte ne doivent jamais être utilisés à titre de sanctions disciplinaires » (Règle 43.2).

Des normes semblables s'appliquent dans d'autres lieux de détention. Les Principes des Nations Unies pour la protection des personnes atteintes de maladie mentale et pour l'amélioration des soins de santé mentale stipulent par exemple que « [l]a contrainte physique » doit uniquement être utilisée « conformément aux méthodes officiellement approuvées du service de santé mentale, et uniquement si ce sont les seuls moyens de prévenir un dommage immédiat ou imminent

au patient ou à autrui. Le recours à ces mesures ne doit durer que le temps strictement nécessaire à cet effet. [...] Tout patient soumis à la contrainte physique ou à l'isolement d'office doit bénéficier de conditions humaines et être soigné et régulièrement et étroitement surveillé par un personnel qualifié » (Principe 11).

Plus récemment, dans ses Normes révisées relatives aux moyens de contention dans les établissements psychiatriques pour adultes, le CPT (2017) a souligné que « [l]es moyens de contention devraient toujours être appliqués conformément aux principes de légalité, de nécessité, de proportionnalité et de responsabilité. [...] La mise sous contention de patients ne devrait être qu'une mesure prise en dernier ressort (*ultimo ratio*) afin d'empêcher qu'ils ne se blessent ou ne blessent autrui et les moyens de contention devraient toujours être utilisés pour la durée la plus courte possible. Lorsque la situation d'urgence ayant entraîné le recours aux moyens de contention cesse d'exister, il convient de libérer le patient immédiatement. [...] Les moyens de contention ne devraient jamais être utilisés à titre de sanction, pour faciliter purement et simplement la tâche du personnel, en raison d'un manque d'effectifs, ou pour remplacer des soins ou une prise en charge adaptés ». Les Normes du CPT (2017:4) stipulent également que « [d]ans les cas où recourir à la contention est envisagé, il convient d'accorder la préférence à la mesure de contention la moins restrictive et la moins dangereuse. Lors du choix entre différentes mesures de contention possibles, des facteurs comme l'avis du patient (y compris les préférences qu'il aurait exprimées à l'avance) et l'expérience passée devraient, autant que possible, être pris en considération ».

Il est à noter que les Règles Nelson Mandela (règle 48) interdisent l'utilisation d'instruments de contrainte « sur des femmes pendant le travail, l'accouchement ou immédiatement après l'accouchement ».

Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : l'usage des moyens de contrainte

Usages prohibés des moyens de contrainte :

- 1) Les moyens de contrainte sont-ils utilisés dans des circonstances autres que i) pendant les transfèrements (en tant que précautions contre les évasions), ii) afin d'empêcher qu'une personne ne se blesse elle-même ou ne blesse autrui, iii) afin d'empêcher qu'une personne ne provoque des dégâts matériels.
- 2) L'usage des moyens de contrainte constitue-t-il une mesure habituelle plutôt qu'une mesure exceptionnelle ?
- 3) Arrive-t-il que les moyens de contrainte soient utilisés dans le cadre d'un incident qui aurait pu être résolu autrement (c'est-à-dire qu'il aurait été possible d'utiliser des formes de contrôle moins contraignantes) ?
- 4) Arrive-t-il que les moyens de contrainte soient utilisés à des fins de punition, ou sur des femmes pendant le travail, l'accouchement ou immédiatement après l'accouchement ?
- 5) Des moyens de contrainte sont-ils utilisés pour ligoter les personnes ?

Quels types de moyens de contrainte sont utilisés et à quel moment :

- 6) Des moyens de contrainte en métal ou souples / en tissu / rembourrés sont-ils utilisés ?
- 7) Le nombre et le type de moyens de contrainte utilisés représentent-ils la méthode la moins attentatoire (c'est-à-dire raisonnablement disponible raisonnablement compte tenu des risques encourus) ?
- 8) Le détenu se trouve-t-il constamment sous la supervision d'une personne compétente ?
- 9) Les moyens de contrainte sont-ils retirés dès que possible, une fois que leur utilisation n'est plus nécessaire ?
- 10) Sont-ils enlevés lorsque le détenu comparaît devant une autorité judiciaire ou administrative ?
- 11) Des professionnels de la santé qualifiés et les autorités administratives supérieures sont-ils informés ? (Reportez-vous à la section suivante pour de plus amples informations.)

Comment choisir les moyens de contrainte utilisés :

Le Manuel de référence de l'ONUUDC et du HCDH note que « [l]es moyens de contrainte en métal pour les bras ou les jambes, à l'instar des entraves aux jambes et des chaînes reliant les membres du corps à des chaînes reliées à des menottes et des ceintures, doivent être évités. Il est toujours préférable d'utiliser des instruments de contention souples ». Sur le même sujet, les Normes du CPT relatives aux moyens de contention dans les établissements psychiatriques pour adultes précisent : « Aux fins de la contention mécanique, seuls des équipements conçus pour limiter les effets nuisibles (de préférence, des lanières en tissu rembourrées) devraient être utilisés pour réduire au minimum le risque de causer des blessures et/ou des souffrances au patient. Les menottes ou chaînes ne devraient jamais être utilisées pour immobiliser un patient. Les patients sous contention devraient toujours être immobilisés sur le dos les bras le long du corps. Les lanières ne devraient pas être trop serrées et devraient être appliquées de manière à permettre un maximum de mouvements sûrs des bras et des jambes. Les fonctions vitales du patient, comme la respiration et la capacité de communiquer, ne devraient pas être entravées. »

Section 2.3 : Procédures après un incident et mécanismes de responsabilité

Section 2.3.1 : Examen et traitement médical

Les Principes de base (Principe 5) indiquent que, en cas d'usage de la force, les agents doivent veiller « à ce qu'une assistance et des secours médicaux soient fournis aussi rapidement que possible à toute personne blessée ou autrement affectée. » De la même manière, le CPT (1992) observe « qu'un détenu à l'encontre duquel la force a été utilisée, sous quelque forme que ce soit, doit avoir le droit à être immédiatement examiné et, si nécessaire, traité par un médecin. Cet examen doit être conduit sans pouvoir être entendu et, préférentiellement, sans pouvoir être vu par le personnel non médical, et ses résultats (y compris les déclarations afférentes du détenu et les conclusions du médecin) et doit faire l'objet d'un enregistrement formel auquel le détenu peut accéder. » Quant au Protocole d'Istanbul (1999), il fournit des directives internationales pour enquêter sur les cas présumés de torture et faire état des conclusions aux autorités judiciaires ou à tout autre organisme d'enquête ; il doit donc être suivi dans les cas d'allégations de torture et de mauvais traitements.

Section 2.3.2 : Rapports et responsabilités

Consignation du recours à la force et supervision interne :

Les Principes de base (Principe 11f) stipulent qu'il devrait exister « un système de rapports en cas d'utilisation d'armes à feu par des responsables de l'application des lois dans l'exercice de leurs fonctions ». Ils ajoutent également que « des procédures appropriées de rapport et d'enquête » doivent être établies *non seulement* en ce qui concerne l'utilisation des armes à feu mais aussi dans les cas où le recours à la force a entraîné des blessures ou un décès, ou est arbitraire ou abusif (Principe 22). Les Règles Nelson Mandela (Règle 8) soulignent également l'importance des rapports et remarquent que les dossiers des détenus devraient inclure « les requêtes et plaintes, notamment les allégations de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, sauf si elles sont de nature confidentielle »

et « les circonstances et les causes de toute blessure ou du décès ».

Le SPT (2013) précise qu'il « doit être tenu un registre de l'utilisation de tous les moyens de contrainte, y compris ceux qui ne sont pas mortels » tandis que le CPT indique que « chaque cas de recours à la force contre les détenus doit être consigné » (1992: 53). Semblablement, le Manuel de référence de l'ONUUDC et du HCDH (2017: 153) observe qu'il « est considéré comme une bonne pratique de signaler tout recours à la force, y compris les incidents impliquant une "démonstration de force", par exemple pointer une arme à feu ou un Taser sur une personne ». L'utilisation de moyens de contrainte est également couverte, une disposition prévoyant que « dans les situations où les responsables de l'application de la loi utilisent des menottes, ils doivent le signaler par la suite, en indiquant également pendant combien de temps les menottes ont été appliquées avant d'être finalement retirées » (2017: 83). Quant à l'article 12 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, il exige que « [t]out État partie veille à ce que les autorités compétentes procèdent immédiatement à une enquête impartiale chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis sur tout territoire sous sa juridiction ».

En outre, le CPT (2017:5) recommande : « un registre spécial devrait être tenu pour recenser tous les cas de recours à des moyens de contention (y compris la contention chimique). Ceci viendrait compléter les informations contenues dans le dossier médical personnel du patient. Les éléments à consigner dans le registre devraient comprendre l'heure de début et de fin de la mesure, les circonstances d'espèce, les raisons ayant motivé le recours à la mesure, le nom du médecin qui l'a ordonnée ou approuvée et, le cas échéant, un compte rendu des blessures subies par des patients ou des membres du personnel. Les patients devraient être habilités à ajouter des commentaires au registre et devraient être informés de ce droit ; à leur demande, ils devraient recevoir une copie de tous les éléments consignés ».

Supervision :

Le Manuel de référence de l'ONUUDC et du HCDH (2017: 153) souligne également l'importance de disposer de « moyens détaillés de systématiser le processus de signalement, permettant aux agents de décrire aussi précisément que possible ce qui s'est produit et pourquoi », et garantissant que chaque rapport d'incident soit « examiné par un agent de supervision, qui doit toujours se faire une opinion sur le recours à la force : la force appliquée était-elle justifiée ou est-il nécessaire de prendre des mesures (disciplinaires ou autres) ? Des enseignements peuvent-ils être tirés de la situation ? Des besoins de formation peuvent-ils être identifiés ? »

Collecte et analyse des données :

En plus de l'analyse de chaque incident, le Manuel de référence de l'ONUUDC et du HCDH souligne l'importance de la collecte et de l'analyse des données, et mérite d'être cité in extenso. Il stipule que :

« les données de tous les incidents individuels impliquant l'usage de la force ou d'armes à feu, y compris les plaintes concernant l'usage de la force ou d'armes à feu, ou de tout autre nature, doivent être collectées afin de garantir une supervision véritable des pratiques basées sur le recours à la force, notamment par une analyse approfondie et par l'identification de tendances et de schémas. Il est recommandé

de collecter les données concernant l'usage de la force ainsi que les décès et les blessures graves qui sont le résultat d'actions prises dans le cadre de l'application de la loi, de même que les plaintes à leur sujet, à un niveau centralisé et sous l'autorité d'un organe indépendant, plutôt que dans une unité interne, puisque des pressions pourraient être exercées sur cette dernière afin de représenter les actions de l'agence sous un jour plus favorable qu'elles ne le méritent. De plus, la présence d'un système central de collecte des données facilite également leur analyse centralisée. Les données devraient fournir des réponses aux questions telles que le nombre d'incidents impliquant l'usage de la force, le nombre de personnes décédées en conséquence des actions policières, le nombre de personnes gravement blessées et, parmi ces incidents, combien d'entre eux étaient illégaux, en fournissant également des données statistiques qui sont cruciales à l'élaboration d'interventions adaptées pour corriger la surdépendance vis-à-vis du recours à la force ou l'usage abusif de la force, le cas échéant. »

Examen indépendant des incidents :

Toutefois, les normes internationales vont au-delà de la simple obligation d'établissement de rapports et soulignent également

Liste de contrôle à l'attention des contrôleurs des conditions de détention : procédures après incident et mécanismes de responsabilité.

- Après usage de la force sur une personne, cette dernière a-t-elle le droit d'être immédiatement examinée par un médecin sans pouvoir être entendue (ni, dans l'idéal, être vue) par le personnel non médical ? Les résultats de l'examen et les conclusions du médecin sont-ils formellement consignés ? Sont-ils mis à la disposition du détenu ?
- Un rapport est-il rédigé pour chaque cas de recours à la force, y compris par des moyens de contrainte mécaniques ou physiques ? Dans l'idéal, ce registre doit également indiquer non seulement si la force a été utilisée mais également donner des informations supplémentaires sur l'incident, dont le type de force et de contrainte utilisé, et pendant combien de temps.
- Ces registres sont-ils révisés en interne par un superviseur ?
- Un processus d'examen indépendant a-t-il été défini pour les cas de décès, de blessures graves ou d'autres graves conséquences résultant de l'usage de la force ?
- Les personnes visées par l'usage de la force ou d'armes à feu ont-elles accès à un processus indépendant, y compris des procédures judiciaires, le cas échéant ?
- Une analyse plus générale des données relatives à l'usage de la force est-elle conduite afin d'identifier les tendances et les schémas et d'élaborer des interventions appropriées, le cas échéant ?

l'importance des mécanismes d'examen et de responsabilité, y compris par le biais d'organes et de processus indépendants. Les Principes de base (Principe 22) prévoient qu'en cas de décès, de blessure grave ou d'autre conséquence grave, un rapport détaillé soit envoyé immédiatement aux autorités compétentes. Ils ajoutent également que « [l]es personnes contre qui il est fait usage de la force ou d'armes à feu ou leurs représentants autorisés ont accès à une procédure indépendante, en particulier à une procédure judiciaire » (Principe 23), tandis que les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (Règle 57) affirment qu'en cas de décès d'un mineur en détention, « une enquête indépendante doit être effectuée sur les causes du décès et le plus proche parent du mineur doit avoir accès au rapport de l'enquête ». De la même manière, le Manuel de référence de l'ONU DC et du HCDH souligne que, « dans les cas de décès ou de blessures graves ou d'autres graves conséquences résultant de l'usage de la force [...] il n'est pas suffisant d'établir un rapport interne destiné à son supérieur hiérarchique [...] un examen indépendant est nécessaire, c'est-à-dire indépendant du responsable de l'application de la loi ou du département impliqué dans l'incident » et, comme indiqué précédemment, les organes indépendants ont un rôle important à jouer ici en réalisant des analyses plus générales des données sur les incidents impliquant l'usage de la force.

Bien que l'évaluation des qualités nécessaires pour garantir l'indépendance et l'efficacité d'un tel processus soit couverte en détail par d'autres acteurs (par exemple, le Centre des droits de l'homme de l'Université d'Essex et Penal Reform International 2017, de même que le Manuel de référence de l'ONU DC et du HCDH, 2017) et excède la portée du présent document, elle met toutefois en lumière une dernière considération importante pour les organes de contrôle en ce qui concerne la documentation de l'usage des armes à feu, des armes sublétales et des moyens de contrainte dans les lieux de détention.

Suivi de la Section 2 : Équipements devant faire l'objet d'un suivi dans les lieux de détention

Il faut toujours garder à l'esprit que, même s'il est important d'en prendre note, la simple présence d'équipements dont l'utilisation est potentiellement légitime dans les lieux de détention (par exemple les matraques ou les menottes) ne doit pas nécessairement être une source de préoccupation de la même manière que la présence d'équipements interdits. Tout dépend en fait des circonstances. C'est pourquoi il est recommandé aux contrôleurs d'utiliser les listes de contrôle données dans la Section 2 afin d'étudier les sauvegardes en place avant l'utilisation, au moment de l'utilisation et suite à l'utilisation d'une arme (y compris les réglementations et les politiques relatives à la délivrance et l'utilisation des équipements concernés) et les éléments indiquant comment elle est utilisée en pratique, y compris toute indication d'usage abusif.

La documentation des armes et des moyens de contrainte dans les lieux de détention apporte un certain nombre d'avantages mais elle est probablement plus importante encore dans les situations où il est possible que l'équipement ne soit pas suffisamment réglementé, soit utilisé de manière impropre (y compris à des fins de torture et de mauvais traitements), ait de graves conséquences médicales ou psychologiques, ou soit préoccupante de toute autre manière que ce soit. Dans de telles situations, plusieurs options sont disponibles :

1) Documenter, le cas échéant, les marquages et logos (par exemple, nom de société et logos), la couleur et le numéro de série visibles sur l'équipement lui-même ou sur son emballage. Toutes ces informations peuvent contribuer à confirmer de manière plus sûre les informations suivantes :

- Si l'équipement a été fabriqué localement ou importé (et si oui, d'où). Selon le type et le pays d'origine de l'équipement, son exportation peut également constituer une infraction aux réglementations relatives aux échanges commerciaux nationaux ou régionaux (par exemple, les réglementations de l'Union européenne sur le contrôle des échanges commerciaux) ou peuvent mettre en évidence des lacunes réglementaires.
- S'il est possible d'identifier le fabricant, vous pouvez alors vérifier les indications qu'il a émises quant à l'utilisation du produit (qui peuvent préciser, par exemple, la distance minimale d'utilisation ou certains avertissements dans certaines circonstances) et vérifier si celle-ci sont prises en compte dans les politiques et les pratiques relatives à l'arme en question (par exemple, si elle est utilisée à une portée plus courte que celle recommandée par le fabricant).
- Le numéro de série (unique à l'arme concernée) peut aider à identifier quand et où l'équipement a été fabriqué et transféré. Dans les cas où, par exemple, l'équipement est systématiquement utilisé à mauvais escient, l'identification des voies d'approvisionnement et des acteurs étatiques et organisationnels impliqués peut contribuer à apporter de plus amples informations en vue de mieux responsabiliser ces acteurs et à empêcher de nouvelles transactions à l'avenir.

2) Documenter les dates, dans la mesure où de nombreuses armes, y compris les balles en caoutchouc et les substances chimiques irritantes, ont une date d'expiration après laquelle elles peuvent présenter un risque plus élevé de dommages corporels (dans le cas de certaines balles en caoutchouc) ou, au contraire, perdre de leur efficacité.

3) Documenter les caractéristiques techniques de l'équipement, qui peuvent être inscrites directement sur l'arme ou le moyen de contrainte, ou sur son emballage, par exemple les informations relatives aux caractéristiques, à la composition et à la durée du choc électrique administré ou à la puissance de la substance chimique irritante/du gaz lacrymogène, et la composition des substances chimiques (les agents actifs, par exemple le CS, et les produits chimiques utilisés comme solvants ou vecteurs des agents actifs). Ces informations peuvent être utiles en ce qui concerne la proportionnalité et les implications médicales. En effet, elles permettent d'éclairer les discussions au sujet de la nécessité et de la proportionnalité (par exemple, comme indiqué précédemment, est-il strictement nécessaire de pulvériser une substance chimique irritante particulièrement puissante si des substances à la formule moins active sont disponibles et efficaces ?) et au sujet du caractère adapté des politiques et des pratiques actuelles. Enfin elles peuvent aider à évaluer les implications médicales et identifier des solutions moins néfastes.

4) Enquêter au sujet des réglementations et des politiques relatives à la délivrance l'utilisation de l'équipement et mener une enquête

pour savoir si, en pratique, celui-ci a véritablement été i) distribué et ii) utilisé par les agents concernés.

5) En plus du suivi direct avec les autorités pénitentiaires, il existe également d'autres options de suivi, notamment :

- En approchant le pays d'origine (y compris les départements de contrôle des échanges commerciaux) et le fabricant directement.
- En lisant les documents concernés de passation de marchés, d'appels d'offres et d'octroi de contrats pour en savoir plus sur l'équipement utilisé, son fabricant et son fournisseur, le nombre d'unités commandées et les dates auxquelles elles ont été commandées et reçues.
- En vérifiant si les mesures de contrôle du commerce national ou régional du pays d'origine interdisent l'exportation de l'équipement ou exigent une licence.
- En utilisant les sources d'informations supplémentaires données dans la dernière section du présent document pour faciliter les recherches sur des thèmes particuliers.

Section 3 : Ressource de poche

La présente section fournit un outil pratique pour aider les contrôleurs travaillant dans ce domaine. Il s'agit d'un guide de poche ou aide-mémoire détachable d'une seule page, qu'il est possible d'emmener avec soi dans les lieux de détention, contenant les observations essentielles et les questions utiles qui pourront être posées à différents moments dans le centre de détention (par exemple, dans l'arsenal, pendant la visite générale de la prison, pendant les conversations avec les détenus et le personnel). Il vise à relayer, dans un format convivial, certaines des questions et des observations énumérées dans les Sections 1 et 2.

Cependant, comme sa taille est limitée, il n'inclut pas la liste complète des questions et des observations détaillées ici, si bien que, dans l'idéal, il doit être consulté en conjonction avec le présent Guide pratique.

Contrôle des armes et des moyens de contrainte

Un guide de poche pour les contrôleurs des lieux de détention et les organismes de prévention de la torture.



Omega Research Foundation



Identifier le matériel inapproprié

- Moyens de contrainte lestés.
- Entraves pour les jambes avec barre fixe.
- Poucettes & vis de pouces.
- Menottes pour doigts & vis de doigts.
- Moyens de contrainte fixés au sol ou au mur.
- Lits-cages & lits munis de filets.
- Chaises de contention, panneaux à chaînes ou lits à chaînes, sinon équipés de sangles ou de ceintures.
- Dispositifs corporels à impulsions électriques.
- Matraques et boucliers hérissés de pointes.
- Fouets.
- Port d'armes dans les lieux de détention de mineurs.

Dans la salle d'armes

i) Examen des aspects procéduraux :

- Les munitions ont-elles atteint leur date d'expiration ?
- Les armes et les munitions sont-elles stockées de manière sûre ?
- Y a-t-il un registre de la délivrance des armes, tenu à jour ?
- Les armes sont-elles délivrées de manière habituelle ?

ii) Examen des armes et munitions :

- Écritures, marquages, logos.
- Dates.
- Couleurs.
- Taille, forme & caractéristiques notables.
- Regardez tous les côtés, la partie supérieure & inférieure.

Faire le tour des installations

- Identifiez le matériel interdit ou inapproprié.
- Observez les armes portées par le personnel, le cas échéant. Observez qui et quelles équipes les portent et si certaines circonstances exceptionnelles pourraient le justifier.
- Notez et photographiez (si possible) les principales caractéristiques de chaque arme, moyen de contrainte et munition que vous voyez.
- Cet équipement est-il porté de manière visible ou dissimulée ?

Au bureau

- Existe-t-il des réglementations pour chaque type d'arme et de moyen de contrainte ? Stipulent-elles quand ils doivent être portés/utilisés et par qui, et interdisent-elles le matériel non mentionné dans cette liste ?
- Ces réglementations sont-elles conformes aux normes internationales ?
- Les cas d'usage de la force sont-ils enregistrés en interne, et les incidents et enregistrements sont-ils transmis à des organes externes quand cela est nécessaire ?

Au centre de formation

- Des armes sont-elles distribuées uniquement aux agents formés et ayant démontré leurs capacités à les utiliser ?
- La formation couvre-t-elle la déontologie, les droits humains, les compétences de négociation et les solutions alternatives à l'usage de la force ?
- Le contenu de la formation est-il conforme aux normes internationales ?
- Les agents suivent-ils régulièrement des formations d'appoint ?
- À quelle fréquence la formation est-elle revue ?

S'entretenir avec les détenus

- Les détenus ont-ils subi ou été témoins de l'usage de la force par le personnel sur des détenus ?
- Se souviennent-ils dans quelles circonstances cela s'est passé ?
Peuvent-ils se rappeler de certaines caractéristiques des armes ou moyens de contrainte utilisés ?
- Une assistance médicale a-t-elle été rapidement apportée (si nécessaire) ?
- Selon leur expérience, à quelle fréquence les agents portent-ils des armes et recourent-ils à la force ?

S'entretenir avec le personnel

- Quelles armes et quels moyens de contrainte sont distribués au personnel ? Dans quelles circonstances, et à quelle fréquence ?
- La compréhension du personnel est-elle conforme aux normes internationales en ce qui concerne les situations justifiant l'usage d'une arme ou d'un moyen de contrainte ?
- Démontrent-ils une compréhension suffisante des droits humains ?
Ont-ils le sentiment d'avoir été formés et d'avoir acquis des compétences de manière à éviter autant que possible de recourir à la force ?
- Savent-ils qu'ils doivent documenter chaque usage de la force ? Y a-t-il des signes indiquant qu'ils le font ?

Section 4 : Sélection de ressources complémentaires

Bases de données consultables en ligne

- **Association pour la prévention de la torture ; *Focus Détention***. /www.apr.ch/detention-focus/fr/ – une base de données sur les sujets touchant à la prison et sur les normes relatives aux droits humains. Conçue pour les agents de contrôle des prisons, elle combine analyses, normes, listes de contrôle et lecture supplémentaire, et comporte des sections sur « l'usage de la force » et les « moyens de contrainte ».
- **Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève ; *Encyclopédie des lois sur les armes***. <http://www.weaponslaw.org/> - une compilation d'information sur la réglementation des armes en vertu du droit public international.
- **Mispo ; www.mispo.org**. - une banque de données contenant des milliers d'images d'équipements militaires, de sécurité et de police (MSP), mis à jour par des journalistes, des agences photographiques et des organisations des droits humains. Des chercheurs spécialisés dans le commerce des armes travaillent à l'identification des équipements illustrés. Inscrivez-vous ici : www.mispo.org/user/register?destination=comment%2Freply%2F1%23comment-form
- **Omega Research Foundation ; *Glossaire visuel des équipements militaires, de sécurité et de police*** - Un glossaire destiné à aider les observateurs, les chercheurs et autres acteurs des droits humains à reconnaître et signaler avec exactitude les types d'équipements utilisés. https://omegaresearchfoundation.org/visual_glossary?search_api_language=fr

Guides en ligne

- **Amnesty International (2005) *Monitoring and Investigating Equipment used in Human Rights Abuses***- Un manuel pour contrôler les équipements MSP et enquêter à leur sujet : www.amnesty.nl/content/uploads/2017/01/booklet_eng_equipment_0.pdf?x44743
- **Association pour la prévention de la torture et Penal Reform International (2015) *Instruments de contrainte : Lutter contre les facteurs de risque afin de prévenir la torture et les mauvais traitements***. https://www.penalreform.org/wp-content/uploads/2013/05/Factsheet-5_Instruments-of-restraint-FR.pdf. Fournit des conseils pratiques expliquant aux organes de surveillance comment se concentrer sur les instruments de contrainte
- **Omega Research Foundation (non daté) *Introduction aux types d'équipement*** <https://omegaresearchfoundation.org/publications/introduction-equipment-types>. Version condensée du glossaire visuel décrit ci-dessus.
- **Omega Research Foundation (2016) *Guide to Taking Photos in the Field*** <https://omegaresearchfoundation.org/sites/default/files/uploads/Publications/20160125%20Guide%20to%20taking%20photos%20FINAL%20Update.pdf>. Un guide pratique pour prendre des photos d'équipements militaires, de sécurité et de police.
- **Omega Research Foundation (2017) *Torture Tools Questionnaire*** <https://omegaresearchfoundation.org/publications/torture-tools-questionnaire> - un exemple-type de questionnaire pour recueillir des informations auprès de victimes de torture à propos des armes et des équipements utilisés dans les cas de torture ou de traitement cruel, inhumain et dégradant.

Références

Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (2014) *Lignes directrices sur les conditions d'arrestation, de garde à vue et de détention provisoire en Afrique*. Disponible en ligne sur http://www.achpr.org/fr/instruments/guidelines_arrest_detention/

Amnesty International (2005) *Monitoring and Investigating Equipment Used in Human Rights Abuses*. Disponible en ligne sur https://www.amnesty.nl/content/uploads/2017/01/booklet_eng_equipment_O.pdf?x31772

Amnesty International (2015) *L'usage de la force : Lignes directrices pour la mise en œuvre des principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois*. Disponible en ligne sur https://www.amnesty.nl/content/uploads/2015/09/usage_de_la_force_vc.pdf?x32866

Amnesty International (2016) *Combattre la torture et les autres mauvais traitements : Manuel pour l'action*. Disponible en ligne sur <https://www.amnesty.org/download/Documents/POL3040362016FRENCH.PDF>

Association pour la prévention de la torture (non daté) *Focus Détention*. Disponible en ligne sur https://www.apr.ch/detention-focus/fr/detention_issues/34/

Association pour la prévention de la torture (2004) *Visiter un lieu de détention: guide pratique*. Disponible en ligne sur <https://www.apr.ch/fr/resources/monitoring-places-of-detention-a-practical-guide/>

Association pour la prévention de la torture Monitoring (2013) *Détention par la police : guide pratique de monitoring*. Disponible sur <https://apr.ch/fr/resources/monitoring-police-custody-a-practical-guide/?cat=45>

Association pour la prévention de la torture et Penal Reform International (2015) *Instruments de contrainte : Lutter contre les facteurs de risque afin de prévenir la torture et les mauvais traitements*. Disponible en ligne sur https://www.apr.ch/content/files_res/factsheet-5_instruments-of-restraint-fr.pdf

Bishopp, S. A.; Klinger, D. A. ; Morris, R.G I. (2014) « An Examination of the Effect of a Policy Change on Police Use of TASERs » *Criminal Justice Policy Review*, version en accès anticipé.

Bozeman W P, Winslow J E. (2005) Medical aspects of less lethal weapons, *International Journal of Rescue and Disaster Medicine* 5 (1): 37-47.

College of Policing (2017) *Armed policing: Use of force, firearms and less lethal weapons*. Disponible en ligne sur <https://www.app.college.police.uk/app-content/armed-policing/use-of-force-firearms-and-less-lethal-weapons/#the-systems-approach>

Conseil de l'Europe (2010) Communiqué de presse : « Le Comité contre la torture du Conseil de l'Europe demande une réglementation stricte sur les armes à impulsions électriques », 26 octobre 2010. <https://rm.coe.int/090000168071dd51>

CPT (1992) 2^e rapport général d'activités du CPT couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1991. Disponible en ligne sur <https://rm.coe.int/1680696a9f>.

CPT (1999) Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) 9^e rapport général d'activités du CPT couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1993. Disponible en ligne sur <https://rm.coe.int/1680696aab>

CPT (2006a) 16^e rapport général d'activités du CPT couvrant la période du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006 <https://rm.coe.int/1680696ab2>

CPT (2006b) *Report to the Hungarian Government on the Visit to Hungary from 30th March to 8th April 2005*.

CPT (2008) *Report to the Government of the United Kingdom on the visit to the United Kingdom carried out by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT) from 18 November to 1 December 2008*. Référence : CPT/Inf (2009) 30.

CPT (2009) *Report to the Portuguese Government on the visit to Portugal carried out by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT) from 14 to 25 January 2008*, Paragraphe 92

CPT (2010) *Report to the Government of the Slovak Republic on the visit to the Slovak Republic carried out by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT) from 24 March to 2 April 2009*

CPT (2010) 20^e rapport général du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants <https://rm.coe.int/1680696ac1>

Conseil de l'Europe (2006) Règles pénitentiaires européennes. Disponible en ligne sur <https://rm.coe.int/16806ab9b6>

Conseil de l'Europe (2017) *Moyens de contention dans les établissements psychiatriques pour adultes (Normes révisées du CPT) Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) CPT/Inf(2017)6* Disponible en ligne sur <https://rm.coe.int/16807001c4>.

Union européenne, Règlement du Conseil (EC) No 1236/2005 du 27 juin 2005 concernant le commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Règlement de l'UE contre la torture), et amendements. Disponible sur <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/301735cd-0d8b-11e4-a7d0-01aa75ed71a1/language-fr>

Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève (2013) *Encyclopédie des lois sur les armes*. Disponible en ligne sur <http://www.weaponslaw.org/>

Holopainen, J; Moilanen, J; Hack, T and Tervo, T (2003) « Toxic carriers in pepper sprays may cause corneal erosion » *Toxicology and Applied Pharmacology* 186: 155 – 162.

Commission interaméricaine des droits de l'homme (2008) *Principes et bonnes pratiques de protection des personnes privées de liberté dans les Amériques*. Disponible en ligne sur <https://www.cidh.oas.org/basicos/french/s.1.privees.de.liberte.htm>

Commission interaméricaine des droits de l'homme (2013) *Report of the Inter-American Commission on Human Rights on the Situation of Persons Deprived of their Liberty in Honduras*, 18 mars 2013, OEA/Ser.L/V/II.147 (IACHR Report on Honduras).

ISS et Omega Research Foundation (2016) *Compliance through pain: electric-shock equipment in South African prisons*. Disponible sur <https://omegaresearchfoundation.org/sites/default/files/uploads/Publications/Compliance%20through%20pain.pdf>

Mispo – une banque de données entièrement interrogeable contenant des images d'équipements militaires, de sécurité et de police. <http://www.mispo.org/>

Omega Research Foundation (non daté) *Glossaire visuel des équipements militaires, de sécurité et de police* https://omegaresearchfoundation.org/visual_glossary?search_api_language=fr

Omega Research Foundation (non daté) *Introduction aux types d'équipement* Disponible en ligne sur <https://omegaresearchfoundation.org/publications/introduction-equipment-types>

Omega Research Foundation (2016) *Guide to Taking Photos in the Field* <https://omegaresearchfoundation.org/sites/default/files/uploads/Publications/20160125%20Guide%20to%20taking%20photos%20FINAL%20Update.pdf>

Omega Research Foundation (2017) *Torture Tools Questionnaire* Disponible en ligne sur <https://omegaresearchfoundation.org/publications/torture-tools-questionnaire>

Rappert, B (2003) « Health and safety in policing: lessons from the regulation of CS sprays in the UK » *Social Science & Medicine* 56: 1269–1278

Inspection générale sud-africaine des services judiciaires d'Afrique du Sud (2010) *Annual report for the period 1 April 2009 to 31 March 2010*. Disponible en ligne sur <http://bit.ly/1o2LYya>. Centre des droits de l'homme de l'Université d'Essex et Penal Reform International (2017) *Essex paper 3: Initial guidance on the interpretation and implementation of the UN Nelson Mandela Rules*. Disponible en ligne sur http://www.essex.ac.uk/hrc/documents/practice/Essex_III_2017.pdf

Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (1990). Disponible en ligne sur <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/UseOfForceAndFirearms.aspx>

Comité de l'ONU contre la torture (2000) Rapport du Comité contre la torture, Section M États-Unis d'Amérique, A/55/44, 15 mai 2000, para. 179(e)

Comité de l'ONU contre la torture (2008) *Conclusions et recommandations du Comité contre la torture : Portugal* CAT/C/PRT/CO/4.

Comité de l'ONU contre la torture (2013) *Observations finales concernant les cinquième et sixième rapports périodiques des Pays-Bas soumis en un seul document, adoptées par le Comité à sa cinquantième session* CAT/C/NLD/CO/5-6

Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères des Nations Unies (2012) *International Small Arms Control Standard: Stockpile Management: Weapons*. Disponible sur www.smallarmsstandards.org/isacs/0520-en.pdf.

Assemblée générale des Nations Unies (2011), 66^e Session, Troisième Commission, *Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, A/C.3/66/L.28 Rev 1, 8 novembre 2011, paragraphe 24.

Assemblée générale des Nations Unies (2014) « Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale », *Soixante-neuvième session, Troisième Commission, Point 105 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale*. Disponible en ligne sur <http://undocs.org/fr/A/C.3/69/L.5>

Assemblée générale des Nations Unies (2017) « Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : A/72/178. Assemblée générale des Nations Unies, Soixante-douzième session, Point 73 b) de l'ordre du jour provisoire. Promotion et protection des droits de l'homme : questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Disponible en ligne sur <https://undocs.org/fr/A/72/178>

ONU Info (2007) UN outlaws use of rubber bullets in Kosovo and consults on possible wider ban. Disponible en ligne sur: <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=23130>

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime / Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (2017) *Resource Book on the Use of Force and Firearms* ; Nations Unies, New York.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2011) *Handbook on Police Accountability, Oversight and Integrity*; Nations Unies, New York. Disponible en ligne sur: http://www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/crimeprevention/PoliceAccountability_Oversight_and_Integrity_10-57991_Ebook.pdf

Protocole des Nations Unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munition, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2001). Disponible en ligne sur <https://www.unodc.org/documents/treaties/Special/2001%20Protocole%20contre%20la%20fabrication.pdf>

Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2003) « Droits civils et politiques, notamment la question de la torture et de la détention. Étude de la situation concernant le commerce et la production de matériel spécialement conçu pour infliger des tortures ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que son origine, sa destination et les formes qu'il revêt. » Commission des droits de l'homme, Cinquante-neuvième session, Point 11 a) de l'ordre du jour provisoire, E/CN.4/2003/69. Disponible en ligne sur <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G03/103/61/PDF/G0310361.pdf?OpenElement>

Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2005a) *Torture and other cruel, inhuman or degrading treatment: Report of the Special Rapporteur on the question of torture, Theo van Boven Summary* E/CN.4/2005/62. Commission des droits de l'homme, Soixante-et-unième session, Point 11 a. Disponible en ligne sur : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G05/104/83/PDF/G0510483.pdf?OpenElement>

Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2005b) « Droits civils et politiques, notamment la question de la torture et de la détention : Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Rapport du Rapporteur spécial sur la question de la torture, M. Manfred Nowak » *Commission des droits de l'homme du Conseil économique et social des Nations Unies* : E/CN.4/2006/6. Disponible en ligne sur <https://undocs.org/fr/E/CN.4/2006/6>

Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2006) *Rapport de Manfred Nowak, Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : Mission en Chine*, 10 mars 2006, E/CN.4/2006/6/Add. 6. Disponible en ligne sur <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G06/117/51/PDF/G0611751.pdf?OpenElement>

Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2014) « Rapport intérimaire du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », *Assemblée générale des Nations Unies, Soixante-huitième session, Point 69 a) de l'ordre du jour provisoire. Promotion et protection des droits de l'homme : application des instruments relatifs aux droits de l'homme*. Disponible en ligne sur <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N13/422/86/PDF/N1342286.pdf?OpenElement>

Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2017) « Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », *Conseil des droits de l'homme, Trente-quatrième session, 27 février-24 mars 2017*.

Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (2010) Conseil des droits de l'homme, Dix-septième session, Point 3 de l'ordre du jour, Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement, Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Christof Heyns.

SPT de l'ONU (2012) Rapport sur la visite au Brésil du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autre peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants CAT/OP/BRA/1

SPT de l'ONU (2013) Rapport sur la visite en Argentine du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autre peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants CAT/OP/ARG/1. Disponible en ligne sur <http://undocs.org/fr/CAT/OP/ARG/1>

SPT de l'ONU (2016) *Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Visite au Brésil effectuée du 19 au 30 octobre 2015 : observations et recommandations adressées à l'État partie*. CAT/OP/BRA/3. Disponible en ligne sur <http://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.enc=6QkG1d%2fPPRiCAqhKb7yhsgvDz3SQy0TX%2f2ipA5CN39ga3g0pUa9A8tPel9Tu7aPZ5KGjYc%2b9Rr%2b3upCZs1Cn02ZR%2brl%2bHYCKXNuKBU1c0S78VIY1jgplhRNUq7oSMBqJ>

Remarques

Area for handwritten remarks, consisting of multiple horizontal dotted lines.

